COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'EST DE LA SOMME

PROCES-VERBAL

SEANCE DU 11 JUIN 2026

Date d'affichage et de mise en ligne de la liste des délibérations examinées : 05 juin 2026

L'an deux mille vingt-six, le 11 juin, à 18 heures, le Conseil Communautaire de l'Est de la Somme, légalement convoqué, s'est réuni au pôle multifonction de NESLE, sous la présidence de Monsieur Frédéric DEMULE, Président.

Etaient présents tous les membres en exercice, à l'exception de Mmes POTURALSKI Patricia, FANCHON Catherine, SLOWINSKI Corinne, MM. CHRETIEN Gabriel, BLOIS Frédéric, MERLIER Jacques, BECQUERELLE David, SALOME André, MUSEUX Gérard, JOLY Vincent.

Mme POTURALSKI Patricia avait donné pouvoir à M. SCHIETTECATTE Benoît.
Mme FANCHON Catherine avait donné pouvoir à M. VASSENT Christophe.
Mme SLOWINSKI Corinne avait donné pouvoir à Mme SCHEITZER Cécile.
M. CHRETIEN Gabriel avait donné pouvoir à M. GOUBRON Julien.
M. BLOIS Frédéric avait donné pouvoir à M. DUBREUCQ Benoit.
M. MERLIER Jacques avait donné pouvoir à M. LECOMTE Frédéric.
M. BECQUERELLE David avait donné pouvoir à M. CARON Gilles.
M. SALOME André avait donné pouvoir à M. WISSOCQ Jean-Marc.
M. MUSEUX Gérard avait donné pouvoir à M. FRIZON Hervé.
M. JOLY Vincent avait donné pouvoir à M. BELLARD Joël.

Secrétaire de séance : Mme RAGUENEAU Françoise.

Le Président ouvre la séance.

M. DEMULE : Je vous propose de rajouter un point à l'ordre du jour qui a été envoyé aux élus par voie dématérialisée mardi concernant une convention d'occupation temporaire avec SNCF réseau sur la parcelle ZC 153 A à Nesle, parcelle proche de la gendarmerie et de SPURGIN et qui sera présentée par Jean-Marc.

COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES PAR DELEGATION DE COMPETENCES CONFIEES AU PRESIDENT

Conformément aux dispositions de l'article L 5211-10 du Code général des collectivités, le Président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant :

DECISION N°2026-6
ACTE MODIFICATIF D'UNE REGIE D'AVANCE ET DE RECETTES STRUCTURE PETITE CRECHE HAMSTRAMGRAM

Le Président de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme,

Vu la délibération n°2017-3 relatif à l'acte constitutif de la régie de recette pour la structure multi accueil Ham Stram Gram.

Vu la décision n°2019-24 relatif à l'acte constitutif de la régie de recette pour la structure multi accueil Ham Stram Gram et portant modification sur l'article 5 nommant les différents modes de recouvrement.

Vu la décision n°2023-8 relatif à l'acte constitutif de la régie d'avance et de recettes pour la structure petite crèche Ham Stram Gram.

Vu la délibération du 30 avril 2026 autorisant le Président à créer des régies communautaires en application de l'article L 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales.

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 11/05/2026.

DECIDE :

Article 1 : L'article 5 de la décision en date du 07 avril 2023 est modifiée. Les modes de recouvrements sont désormais les suivants :

1° : Numéraire
2° : Chèques
3° : Chèques CESU
4° : TIPI régie

Ils sont perçus contre remise à l'usager d'un reçu informatique.

M. DEMULE : Je propose de laisser la parole à Benoît SCHIETTECATTE pour tous les points financiers ce soir. On va commencer par les 9 Comptes Financiers Uniques. Je vous informe avant que conformément à l'avis demandé à la section de contrôle budgétaire et dotation du bureau des collectivités locales de la préfecture, il ne sera plus nécessaire d'avoir une maquette budgétaire signée par l'ensemble des élus, conformément à l'instruction budgétaire comptable en vigueur. Par conséquent, les agents ne passeront plus dans les rangs pour

faire signer chaque élu. Par ailleurs, il est précisé au moment du vote des Comptes Financiers Uniques que le président devra quitter la salle. Je vous propose donc que M. Benoît SCHIETTECATTE soit président au moment des votes. Je laisse donc la parole à Benoît.

Le président M. DEMULE sort de la salle.

2026-69
BUDGET PRINCIPAL
COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

Vu l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 qui prévoit la généralisation du CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026 ;

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu le rapport de présentation du CFU pour l'année 2025 de la CCES ;

Vu le CFU 2025 de la CCES ;
Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Considérant les dispositions de l'article L. 2121-14 du CGCT qui prévoient que « dans les séances où le compte administratif du Président est débattu, le conseil communautaire élit son président de séance. Dans ce cas, le Président peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote » ;

Considérant, dès lors, que l'article susvisé interdit formellement au Président de voter son propre compte administratif et qu'il ne peut donc pas donner/recevoir une procuration à/de l'un des membres de sa majorité ;

Considérant que, dans ce cadre, M. DEMULE Frédéric, le Président a quitté la séance et le conseil communautaire a siégé sous la présidence de M. SCHIETTECATTE Benoît (président ad 'hoc désigné pour la séance : il s'agit souvent du doyen d'âge, sans que cela soit une obligation) ;

Considérant le CFU présenté et résumé comme suit par le président de séance :

2025	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		TOTAL	
LIBELLE	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultats reportés 2024		6 450 435,26 €		1 532 516,02 €		7 982 951,28 €
Réalisations de l'exercice 2025	10 258 374,94 €	10 327 425,15 €	1 185 855,95 €	2 866 161,21 €	11 444 230,89 €	13 193 586,36 €
Solde des réalisations de l'exercice		69 050,21 €		1 680 305,26 €		1 749 355,47 €
Résultats de clôture 2025		**6 519 485,47 €**		**3 212 821,28 €**		**9 732 306,75 €**
Restes à réaliser 2025			1 704 740,76 €	517 275,35 €	1 704 740,76 €	517 275,35 €
Solde des restes à réaliser			1 187 465,41 €		1 187 465,41 €	
Résultats finaux 2025		**6 519 485,47 €**		**2 025 355,87 €**		**8 544 841,34 €**

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré, par 56 voix pour, 1 abstention (M. DOUTART Julien), 2 n'ont pas pris part au vote (MM. LEDENT Philippe, DELVILLE Jean-Pierre),

. constate que la procédure de confection du Compte Financier Unique est commune à l'ordonnateur et au comptable public et est entièrement dématérialisée, et que l'état des contrôles du CFU met en évidence la stricte concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du Comptable.

. approuve le Compte Financier Unique 2025 du budget principal de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme,

. arrête les résultats définitifs tels que présentés ci-dessus

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 25 juin 2026

2026-70
BUDGET ANNEXE COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS
COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

Vu l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 qui prévoit la généralisation du CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026 ;

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu le rapport de présentation du CFU pour l'année 2025 de la CCES ;

Vu le CFU 2025 de la CCES ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Considérant les dispositions de l'article L. 2121-14 du CGCT qui prévoient que « dans les séances où le compte administratif du Président est débattu, le conseil communautaire élit son président de séance. Dans ce cas, le Président peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote » ;

Considérant, dès lors, que l'article susvisé interdit formellement au Président de voter son propre compte administratif et qu'il ne peut donc pas donner/recevoir une procuration à/de l'un des membres de sa majorité ;

Considérant que, dans ce cadre, M. DEMULE Frédéric, le Président a quitté la séance et le conseil communautaire a siégé sous la présidence de M. SCHIETTECATTE Benoît (président ad 'hoc désigné pour la séance : il s'agit souvent du doyen d'âge, sans que cela soit une obligation) ;

Considérant le CFU présenté et résumé comme suit par le président de séance :

2025	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		TOTAL	
LIBELLE	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultats reportés 2024		- €	135 144,71 €		135 144,71 €	
Réalisations de l'exercice 2025	2 459 704,80 €	2 618 736,15 €	97 957,80 €	232 546,99 €	2 557 662,60 €	2 851 283,14 €
Solde des réalisations de l'exercice		159 031,35 €		134 589,19 €		293 620,54 €
Résultats de clôture 2025		**159 031,35 €**	**555,52 €**			**158 475,83 €**
Restes à réaliser 2025			16 072,50 €	- €	16 072,50 €	- €
Solde des restes à réaliser			16 072,50 €		16 072,50 €	
Résultats finaux 2025		**159 031,35 €**	**16 628,02 €**			**142 403,33 €**

Le Conseil Communautaire,

Après en voir délibéré, par 58 voix pour, 1 abstention (M. DUBREUCQ Benoît),

. constate que la procédure de confection du Compte Financier Unique est commune à l'ordonnateur et au comptable public et est entièrement dématérialisée, et que l'état des contrôles du CFU met en évidence la stricte concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du Comptable.

. approuve le Compte Financier Unique 2025 du budget annexe collecte et traitement des déchets de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme,

. arrête les résultats définitifs tels que présentés ci-dessus.

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 25 juin 2026

2026-71
BUDGET ANNEXE LA NOUVELLE SCENE
COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

Vu l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 qui prévoit la généralisation du CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026 ;

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu le rapport de présentation du CFU pour l'année 2025 de la CCES ;

Vu le CFU 2025 de la CCES ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Considérant les dispositions de l'article L. 2121-14 du CGCT qui prévoient que « dans les séances où le compte administratif du Président est débattu, le conseil communautaire élit son président de séance. Dans ce cas, le Président peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote » ;

Considérant, dès lors, que l'article susvisé interdit formellement au Président de voter son propre compte administratif et qu'il ne peut donc pas donner/recevoir une procuration à/de l'un des membres de sa majorité ;

Considérant que, dans ce cadre, M. DEMULE Frédéric, le Président a quitté la séance et le conseil communautaire a siégé sous la présidence de M. SCHIETTECATTE Benoît (président ad 'hoc désigné pour la séance : il s'agit souvent du doyen d'âge, sans que cela soit une obligation) ;

Considérant le CFU présenté et résumé comme suit par le président de séance :

2025	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		TOTAL	
LIBELLE	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultats reportés 2024	274 304,96 €		47 805,37 €		322 110,33 €	
Réalisations de l'exercice 2025	478 956,02 €	480 678,54 €	- €	6 617,93 €	478 956,02 €	487 296,47 €
Solde des réalisations de l'exercice		1 722,52 €		6 617,93 €		8 340,45 €
Résultats de clôture 2025	**272 582,44 €**		**41 187,44 €**		**313 769,88 €**	
Restes à réaliser 2025			5 066,00 €	- €	5 066,00 €	- €
Solde des restes à réaliser			5 066,00 €		5 066,00 €	
Résultats finaux 2025	**272 582,44 €**		**46 253,44 €**		**318 835,88 €**	

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré, par 57 voix pour, 2 abstentions (MM. DE WITASSE THEZY Charles, CARPENTIER Olivier),

. constate que la procédure de confection du Compte Financier Unique est commune à l'ordonnateur et au comptable public et est entièrement dématérialisée, et que l'état des contrôles du CFU met en évidence la stricte concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du Comptable.

. approuve le Compte Financier Unique 2025 du budget annexe la nouvelle scène de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme,

. arrête les résultats définitifs tels que présentés ci-dessus

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 25 juin 2026

2026-72
BUDGET ANNEXE CENTRE AQUATIQUE
COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

Vu l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 qui prévoit la généralisation du CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026 ;

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu le rapport de présentation du CFU pour l'année 2025 de la CCES ;

Vu le CFU 2025 de la CCES ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Considérant les dispositions de l'article L. 2121-14 du CGCT qui prévoient que « dans les séances où le compte administratif du Président est débattu, le conseil communautaire élit son président de séance. Dans ce cas, le Président peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote » ;

Considérant, dès lors, que l'article susvisé interdit formellement au Président de voter son propre compte administratif et qu'il ne peut donc pas donner/recevoir une procuration à/de l'un des membres de sa majorité ;

Considérant que, dans ce cadre, M. DEMULE Frédéric, le Président a quitté la séance et le conseil communautaire a siégé sous la présidence de M. SCHIETTECATTE Benoît (président ad 'hoc désigné pour la séance : il s'agit souvent du doyen d'âge, sans que cela soit une obligation) ;

Considérant le CFU présenté et résumé comme suit par le président de séance :

2025	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		TOTAL	
LIBELLE	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultats reportés 2024	817 381,07 €			31 009,69 €	786 371,38 €	
Réalisations de l'exercice 2025	1 078 563,36 €	1 108 319,23 €	172 388,06 €	226 542,00 €	1 250 951,42 €	1 334 861,23 €
Solde des réalisations de l'exercice		29 755,87 €		54 153,94 €		83 909,81 €
Résultats de clôture 2025	**787 625,20 €**			**85 163,63 €**	**702 461,57 €**	
Restes à réaliser 2025			100 718,92 €	- €	100 718,92 €	- €
Solde des restes à réaliser			100 718,92 €		100 718,92 €	
Résultats finaux 2025	**787 625,20 €**		**15 555,29 €**		**803 180,49 €**	

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

. constate que la procédure de confection du Compte Financier Unique est commune à l'ordonnateur et au comptable public et est entièrement dématérialisée, et que l'état des contrôles du CFU met en évidence la stricte concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du Comptable.

. approuve le Compte Financier Unique 2025 du budget annexe centre aquatique de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme,

. arrête les résultats définitifs tels que présentés ci-dessus

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 25 juin 2026

2026-73
BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT COLLECTIF
COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

Vu l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 qui prévoit la généralisation du CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026 ;

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu le rapport de présentation du CFU pour l'année 2025 de la CCES ;

Vu le CFU 2025 de la CCES ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Considérant les dispositions de l'article L. 2121-14 du CGCT qui prévoient que « dans les séances où le compte administratif du Président est débattu, le conseil communautaire élit son président de séance. Dans ce cas, le Président peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote » ;

Considérant, dès lors, que l'article susvisé interdit formellement au Président de voter son propre compte administratif et qu'il ne peut donc pas donner/recevoir une procuration à/de l'un des membres de sa majorité ;

Considérant que, dans ce cadre, M. DEMULE Frédéric, le Président a quitté la séance et le conseil communautaire a siégé sous la présidence de M. SCHIETTECATTE Benoît (président ad 'hoc désigné pour la séance : il s'agit souvent du doyen d'âge, sans que cela soit une obligation) ;

Considérant le CFU présenté et résumé comme suit par le président de séance :

2025	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		TOTAL	
LIBELLE	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultats reportés 2024		745 618,76 €		1 695 804,86 €		2 441 423,62 €
Réalisations de l'exercice 2025	1 139 356,48 €	1 289 693,42 €	701 597,50 €	685 541,17 €	1 840 953,98 €	1 975 234,59 €
Solde des réalisations de l'exercice		150 336,94 €	16 056,33 €			134 280,61 €
Résultats de clôture 2025		**895 955,70 €**		**1 679 748,53 €**		**2 575 704,23 €**
Restes à réaliser 2025			49 197,71 €	- €	49 197,71 €	- €
Solde des restes à réaliser			49 197,71 €		49 197,71 €	
Résultats finaux 2025		**895 955,70 €**		**1 630 550,82 €**		**2 526 506,52 €**

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré, par 56 voix pour, 3 abstentions (M. DUBREUCQ Benoît, Mmes SCHWEITZER Cécile, SLOWINSKI Corinne),

. **constate** que la procédure de confection du Compte Financier Unique est commune à l'ordonnateur et au comptable public et est entièrement dématérialisée, et que l'état des contrôles du CFU met en évidence la stricte concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du Comptable.

. **approuve** le Compte Financier Unique 2025 du budget annexe assainissement collectif de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme,

. **arrête** les résultats définitifs tels que présentés ci-dessus.

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 25 juin 2026

2026-74
BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

Vu l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 qui prévoit la généralisation du CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026 ;

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu le rapport de présentation du CFU pour l'année 2025 de la CCES ;

Vu le CFU 2025 de la CCES ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Considérant les dispositions de l'article L. 2121-14 du CGCT qui prévoient que « dans les séances où le compte administratif du Président est débattu, le conseil communautaire élit son président de séance. Dans ce cas, le Président peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote » ;

Considérant, dès lors, que l'article susvisé interdit formellement au Président de voter son propre compte administratif et qu'il ne peut donc pas donner/recevoir une procuration à/de l'un des membres de sa majorité ;

Considérant que, dans ce cadre, M. DEMULE Frédéric, le Président a quitté la séance et le conseil communautaire a siégé sous la présidence de M. SCHIETTECATTE Benoît (président ad 'hoc désigné pour la séance : il s'agit souvent du doyen d'âge, sans que cela soit une obligation) ;

Considérant le CFU présenté et résumé comme suit par le président de séance :

2025	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		TOTAL	
LIBELLE	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultats reportés 2024		37 141,45 €		7 873,70 €		45 015,15 €
Réalisations de l'exercice 2025	121 825,35 €	125 177,80 €	20 142,17 €	793,00 €	141 967,52 €	125 970,80 €
Solde des réalisations de l'exercice		3 352,45 €	19 349,17 €		15 996,72 €	
Résultats de clôture 2025		**40 493,90 €**	**11 475,47 €**			**29 018,43 €**
Restes à réaliser 2025						
Solde des restes à réaliser						
Résultats finaux 2025		**40 493,90 €**	**11 475,47 €**			**29 018,43 €**

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré, par 58 voix pour, 1 abstention (M. DOUTART Julien),

. constate que la procédure de confection du Compte Financier Unique est commune à l'ordonnateur et au comptable public et est entièrement dématérialisée, et que l'état des contrôles du CFU met en évidence la stricte concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du Comptable.

. approuve le Compte Financier Unique 2025 du budget annexe assainissement non collectif de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme,

. arrête les résultats définitifs tels que présentés ci-dessus.

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 25 juin 2026

2026-75
BUDGET ANNEXE ZONE D'ACTIVITE N°2
COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

Vu l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 qui prévoit la généralisation du CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026 ;

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu le rapport de présentation du CFU pour l'année 2025 de la CCES ;

Vu le CFU 2025 de la CCES ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Considérant les dispositions de l'article L. 2121-14 du CGCT qui prévoient que « dans les séances où le compte administratif du Président est débattu, le conseil communautaire élit son président de séance. Dans ce cas, le Président peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote » ;

Considérant, dès lors, que l'article susvisé interdit formellement au Président de voter son propre compte administratif et qu'il ne peut donc pas donner/recevoir une procuration à/de l'un des membres de sa majorité ;

Considérant que, dans ce cadre, M. DEMULE Frédéric, le Président a quitté la séance et le conseil communautaire a siégé sous la présidence de M. SCHIETTECATTE Benoît (président ad 'hoc désigné pour la séance : il s'agit souvent du doyen d'âge, sans que cela soit une obligation) ;

Considérant le CFU présenté et résumé comme suit par le président de séance :

2025	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		TOTAL	
LIBELLE	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultats reportés 2024		518 813,25 €		20 382,85 €		539 196,10 €
Réalisations de l'exercice 2025	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Solde des réalisations de l'exercice		- €		- €		- €
Résultats de clôture 2025		**518 813,25 €**		**20 382,85 €**		**539 196,10 €**
Restes à réaliser 2025			- €	- €	- €	- €
Solde des restes à réaliser						
Résultats finaux 2025		**518 813,25 €**		**20 382,85 €**		**539 196,10 €**

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

. constate que la procédure de confection du Compte Financier Unique est commune à l'ordonnateur et au comptable public et est entièrement dématérialisée, et que l'état des contrôles du CFU met en évidence la stricte concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du Comptable.

. approuve le Compte Financier Unique 2025 du budget annexe zone d'activité n°2 de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme,

. arrête les résultats définitifs tels que présentés ci-dessus

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 25 juin 2026

2026-76
BUDGET ANNEXE ZONE D'ACTIVITE EPPEVILLE
COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

Vu l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 qui prévoit la généralisation du CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026 ;

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu le rapport de présentation du CFU pour l'année 2025 de la CCES ;

Vu le CFU 2025 de la CCES ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Considérant les dispositions de l'article L. 2121-14 du CGCT qui prévoient que « dans les séances où le compte administratif du Président est débattu, le conseil communautaire élit son président de séance. Dans ce cas, le Président peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote » ;

Considérant, dès lors, que l'article susvisé interdit formellement au Président de voter son propre compte administratif et qu'il ne peut donc pas donner/recevoir une procuration à/de l'un des membres de sa majorité ;

Considérant que, dans ce cadre, M. DEMULE Frédéric, le Président a quitté la séance et le conseil communautaire a siégé sous la présidence de M. SCHIETTECATTE Benoît (président ad 'hoc désigné pour la séance : il s'agit souvent du doyen d'âge, sans que cela soit une obligation) ;

Considérant le CFU présenté et résumé comme suit par le président de séance :

2025	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		TOTAL	
LIBELLE	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultats reportés 2024		221 952,56 €		1 644,81 €		223 597,37 €
Réalisations de l'exercice 2025	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Solde des réalisations de l'exercice		- €		- €		- €
Résultats de clôture 2025		**221 952,56 €**		**1 644,81 €**		**223 597,37 €**
Restes à réaliser 2025			- €	- €	- €	- €
Solde des restes à réaliser						
Résultats finaux 2025		**221 952,56 €**		**1 644,81 €**		**223 597,37 €**

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

. constate que la procédure de confection du Compte Financier Unique est commune à l'ordonnateur et au comptable public et est entièrement dématérialisée, et que l'état des contrôles du CFU met en évidence la stricte concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du Comptable.

. approuve le Compte Financier Unique 2025 du budget annexe zone d'activité d'Eppeville de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme,

. arrête les résultats définitifs tels que présentés ci-dessus

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 25 juin 2026

2026-77
BUDGET ANNEXE BATIMENT INDUSTRIEL A VOCATION LOCATIVE
COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

Vu l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 qui prévoit la généralisation du CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026 ;

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu le rapport de présentation du CFU pour l'année 2025 de la CCES ;

Vu le CFU 2025 de la CCES ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Considérant les dispositions de l'article L. 2121-14 du CGCT qui prévoient que « dans les séances où le compte administratif du Président est débattu, le conseil communautaire élit son président de séance. Dans ce cas, le Président peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote » ;

Considérant, dès lors, que l'article susvisé interdit formellement au Président de voter son propre compte administratif et qu'il ne peut donc pas donner/recevoir une procuration à/de l'un des membres de sa majorité ;

Considérant que, dans ce cadre, M. DEMULE Frédéric, le Président a quitté la séance et le conseil communautaire a siégé sous la présidence de M. SCHIETTECATTE Benoît (président ad 'hoc désigné pour la séance : il s'agit souvent du doyen d'âge, sans que cela soit une obligation) ;

Considérant le CFU présenté et résumé comme suit par le président de séance :

2025	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		TOTAL	
LIBELLE	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultats reportés 2024		22 693,31 €		73 627,27 €		96 320,58 €
Réalisations de l'exercice 2025	203 958,76 €	195 140,29 €	83 838,00 €	126 370,22 €	287 796,76 €	321 510,51 €
Solde des réalisations de l'exercice	8 818,47 €			42 532,22 €		33 713,75 €
Résultats de clôture 2025		**13 874,84 €**		**116 159,49 €**		**130 034,33 €**
Restes à réaliser 2025			24 949,34 €	- €	24 949,34 €	- €
Solde des restes à réaliser			24 949,34 €		24 949,34 €	
Résultats finaux 2025		**13 874,84 €**		**91 210,15 €**		**105 084,99 €**

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

. constate que la procédure de confection du Compte Financier Unique est commune à l'ordonnateur et au comptable public et est entièrement dématérialisée, et que l'état des contrôles du CFU met en évidence la stricte concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du Comptable.

. approuve le Compte Financier Unique 2025 du budget annexe bâtiment industriel à vocation locative de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme,

. arrête les résultats définitifs tels que présentés ci-dessus

---

Retour du Président M. DEMULE

2026-78
BUDGET PRINCIPAL
AFFECTATION DU RESULTAT 2025

La procédure d'affectation du résultat est décrite par l'instruction comptable M57 applicable au budget Principal. Ainsi, le résultat cumulé de la section de fonctionnement, à la clôture de l'exercice, est affecté en priorité à la couverture du besoin de financement cumulé de la section d'investissement (besoin de financement après intégration, lorsqu'il y en a, des reports en recettes et en dépenses). Le cas échéant, le surplus est affecté soit en réserves en équilibre de la section d'investissement, soit en report à nouveau pour financer la section de fonctionnement.

Le résultat 2025 a été repris par anticipation dès le vote du budget 2026 par la délibération.

Cette délibération confirme les résultats prévisionnels présentés dans la délibération n°2026-11 du 05 mars 2026.

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu la délibération n°2026-11 du 05 mars 2026 relative à la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2025,

Après avoir entendu le Compte Financier Unique (CFU) de l'exercice 2025,

Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement 2025,

Constatant que le Compte Financier Unique présente les résultats suivants,

Constatant que la reprise des résultats prévisionnels présentés dans la délibération n°2026-11 du 05 mars 2026 est concordante avec les résultats définitivement arrêtés,

. décide d'affecter le résultat comme suit :

BUDGET PRINCIPAL	
REPRISE DES RESULTATS 2025 ET AFFECTATION DEFINITIVE	
RESULTAT D'EXPLOITATION 2025	
A - Résultat de l'exercice 2025	69 050,21
B - Résultats antérieurs reportés	6 450 435,26
C - Résultats à affecter (A+B)	6 519 485,47
INVESTISSEMENT	
D - Solde d'exécution 2025	1 680 305,26
E - Résultats antérieurs reportés	1 532 516,02
F - Résultats à reporter (D+E)	3 212 821,28
G - Solde des restes à réaliser Investissement	- 1 187 465,41
H- BESOIN DE FINANCEMENT	-

1/ Affectation en réserves R 1068 en Investissement	-
2/ Résultat d'investissement reporté	3 212 821,28
3/ Résultat d'exploitation reporté	6 519 485,47

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 18 juin 2026

2026-79
BUDGET ANNEXE « COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS »
AFFECTATION DU RESULTAT 2025

La procédure d'affectation du résultat est décrite par l'instruction comptable M57 applicable au budget annexe Collecte et traitement des déchets. Ainsi, le résultat cumulé de la section de fonctionnement, à la clôture de l'exercice, est affecté en priorité à la couverture du besoin de financement cumulé de la section d'investissement (besoin de financement après intégration, lorsqu'il y en a, des reports en recettes et en dépenses). Le cas échéant, le surplus est affecté soit en réserves en équilibre de la section d'investissement, soit en report à nouveau pour financer la section de fonctionnement.

Le résultat 2025 a été repris par anticipation dès le vote du budget 2026 par la délibération.

Cette délibération confirme les résultats prévisionnels présentés dans la délibération n°2026-13 du 05 mars 2026.

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu la délibération n°2026-13 du 05 mars 2026 relative à la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2025,

Après avoir entendu le Compte Financier Unique (CFU) de l'exercice 2025,

Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement 2025,

Constatant que le Compte Financier Unique présente les résultats suivants,

Constatant que la reprise des résultats prévisionnels présentés dans la délibération n°2026-13 du 05 mars 2026 est concordante avec les résultats définitivement arrêtés,

. décide d'affecter le résultat comme suit :

BUDGET ANNEXE COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS	
REPRISE DES RESULTATS 2025 ET AFFECTATION DEFINITIVE	
RESULTAT D'EXPLOITATION 2025	
A - Résultat de l'exercice 2025	159 031,35
B - Résultats antérieurs reportés	-
C - Résultats à affecter (A+B)	159 031,35
INVESTISSEMENT	
D - Solde d'exécution 2025	134 589,19
E - Résultats antérieurs reportés	- 135 144,71
F - Résultats à reporter (D+E)	- 555,52
G - Solde des restes à réaliser Investissement	- 16 072,50
H- BESOIN DE FINANCEMENT	16 628,02
1/ Affectation en réserves R 1068 en Investissement	16 628,02
2/ Résultat d'investissement reporté	- 555,52
3/ Résultat d'exploitation reporté	142 403,33

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 18 juin 2026

2026-80
BUDGET ANNEXE « LA NOUVELLE SCENE »
AFFECTATION DU RESULTAT 2025

La procédure d'affectation du résultat est décrite par l'instruction comptable M57 applicable au budget annexe La nouvelle scène. Ainsi, le résultat cumulé de la section de fonctionnement, à la clôture de l'exercice, est affecté en priorité à la couverture du besoin de financement cumulé de la section d'investissement (besoin de financement après intégration, lorsqu'il y en a, des reports en recettes et en dépenses). Le cas échéant, le surplus est affecté soit en réserves en équilibre de la section d'investissement, soit en report à nouveau pour financer la section de fonctionnement.

Le résultat 2025 a été repris par anticipation dès le vote du budget 2026 par la délibération.

Cette délibération ajuste les résultats prévisionnels présentés dans la délibération n°2026-14 du 05 mars 2026 ci-après :

BUDGET ANNEXE LA NOUVELLE SCENE	
REPRISE ANTICIPEE DES RESULTATS 2025 ET AFFECTATION PREVISIONNELLE	
RESULTAT D'EXPLOITATION 2025	
A - Résultat de l'exercice 2025	1 855,85
B - Résultats antérieurs reportés	- 274 304,96
C - Résultats à affecter (A+B)	- 272 449,11
INVESTISSEMENT	
D - Solde d'exécution 2025	6 617,93
E - Résultats antérieurs reportés	- 47 805,37
F - Résultats à reporter (D+E)	- 41 187,44
G - Solde des restes à réaliser Investissement	- 5 066,00
H- BESOIN DE FINANCEMENT	46 253,44

1/ Affectation en réserves R 1068 en Investissement	-
2/ Résultat d'investissement reporté	- 41 187,44
3/ Résultat d'exploitation reporté	- 272 449,11

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré par 58 voix pour, 2 abstentions (MM. DE WITASSE THEZY Charles, CARPENTIER Olivier),

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu la délibération n°2026-14 du 05 mars 2026 relative à la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2025,

Après avoir entendu le Compte Financier Unique (CFU) de l'exercice 2025,

Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement 2025,

Constatant que le Compte Financier Unique présente les résultats suivants,

Constatant que la reprise des résultats prévisionnels présentés dans la délibération n°2026-14 du 05 mars 2026 laisse apparaître une différence entre les montants reportés par anticipation et les montants constatés au Compte Financier Unique,

Constatant que l'assemblée délibérante devra procéder à une régularisation et à la reprise des écarts dans la plus proche décision modificative suivant le vote du CFU et en tout état de cause avant la fin de l'exercice 2026,

. décide d'affecter le résultat comme suit :

BUDGET ANNEXE LA NOUVELLE SCENE	
REPRISE DES RESULTATS 2025 ET AFFECTATION DEFINITIVE	
RESULTAT D'EXPLOITATION 2025	
A - Résultat de l'exercice 2025	1 722,52
B - Résultats antérieurs reportés	- 274 304,96
C - Résultats à affecter (A+B)	- 272 582,44
INVESTISSEMENT	
D - Solde d'exécution 2025	6 617,93
E - Résultats antérieurs reportés	- 47 805,37
F - Résultats à reporter (D+E)	- 41 187,44
G - Solde des restes à réaliser Investissement	- 5 066,00
H- BESOIN DE FINANCEMENT	46 253,44

1/ Affectation en réserves R 1068 en Investissement	-
2/ Résultat d'investissement reporté	- 41 187,44
3/ Résultat d'exploitation reporté	- 272 582,44

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 18 juin 2026

2026-81
BUDGET ANNEXE « CENTRE AQUATIQUE »
AFFECTATION DU RESULTAT 2025

La procédure d'affectation du résultat est décrite par l'instruction comptable M57 applicable au budget annexe Centre aquatique. Ainsi, le résultat cumulé de la section de fonctionnement, à la clôture de l'exercice, est affecté en priorité à la couverture du besoin de financement cumulé de la section d'investissement (besoin de financement après intégration, lorsqu'il y en a, des reports en recettes et en dépenses). Le cas échéant, le surplus est affecté soit en réserves en équilibre de la section d'investissement, soit en report à nouveau pour financer la section de fonctionnement.

Le résultat 2025 a été repris par anticipation dès le vote du budget 2026 par la délibération.

Cette délibération ajuste les résultats prévisionnels présentés dans la délibération n°2026-12 du 05 mars 2026 ci-après :

BUDGET ANNEXE CENTRE AQUATIQUE	
REPRISE ANTICIPEE DES RESULTATS 2025 ET AFFECTATION PREVISIONNELLE	
RESULTAT D'EXPLOITATION 2025	
A - Résultat de l'exercice 2025	29 755,68
B - Résultats antérieurs reportés	- 817 381,07
C - Résultats à affecter (A+B)	- 787 625,39
INVESTISSEMENT	
D - Solde d'exécution 2025	54 153,95
E - Résultats antérieurs reportés	31 009,69
F - Résultats à reporter (D+E)	85 163,64
G - Solde des restes à réaliser Investissement	- 100 718,92
H- BESOIN DE FINANCEMENT	15 555,28

1/ Affectation en réserves R 1068 en Investissement	-
2/ Résultat d'investissement reporté	85 163,64
3/ Résultat d'exploitation reporté	- 787 625,39

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu la délibération n°2026-12 du 05 mars 2026 relative à la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2025,

Après avoir entendu le Compte Financier Unique (CFU) de l'exercice 2025,

Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement 2025,

Constatant que le Compte Financier Unique présente les résultats suivants,

Constatant que la reprise des résultats prévisionnels présentés dans la délibération n°2026-12 du 05 mars 2026 laisse apparaître une différence entre les montants reportés par anticipation et les montants constatés au Compte Financier Unique,

Constatant que l'assemblée délibérante devra procéder à une régularisation et à la reprise des écarts dans la plus proche décision modificative suivant le vote du CFU et en tout état de cause avant la fin de l'exercice 2026,

. décide d'affecter le résultat comme suit :

BUDGET ANNEXE CENTRE AQUATIQUE	
REPRISE DES RESULTATS 2025 ET AFFECTATION DEFINITIVE	
RESULTAT D'EXPLOITATION 2025	
A - Résultat de l'exercice 2025	29 755,87
B - Résultats antérieurs reportés	- 817 381,07
C - Résultats à affecter (A+B)	- 787 625,20
INVESTISSEMENT	
D - Solde d'exécution 2025	54 153,94
E - Résultats antérieurs reportés	31 009,69
F - Résultats à reporter (D+E)	85 163,63
G - Solde des restes à réaliser Investissement	- 100 718,92
H- BESOIN DE FINANCEMENT	15 555,29
1/ Affectation en réserves R 1068 en Investissement	-
2/ Résultat d'investissement reporté	85 163,63
3/ Résultat d'exploitation reporté	- 787 625,20

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 18 juin 2026

2026-82
BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT COLLECTIF »
AFFECTATION DU RESULTAT 2025

La procédure d'affectation du résultat est décrite par l'instruction comptable M49 applicable au budget annexe Assainissement collectif. Ainsi, le résultat cumulé de la section de fonctionnement, à la clôture de l'exercice, est affecté en priorité à la couverture du besoin de financement cumulé de la section d'investissement (besoin de financement après intégration, lorsqu'il y en a, des reports en recettes et en dépenses). Le cas échéant, le surplus est affecté soit en réserves en équilibre de la section d'investissement, soit en report à nouveau pour financer la section de fonctionnement.

Le résultat 2025 a été repris par anticipation dès le vote du budget 2026 par la délibération.

Cette délibération confirme les résultats prévisionnels présentés dans la délibération n°2026-15 du 05 mars 2026.

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré, par 58 voix pour, 2 abstentions (Mmes SCHEITZER Cécile, SLOWINSKI Corinne),

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M49,

Vu la délibération n°2026-15 du 05 mars 2026 relative à la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2025,

Après avoir entendu le Compte Financier Unique (CFU) de l'exercice 2025,

Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement 2025,
Constatant que le Compte Financier Unique présente les résultats suivants,

Constatant que la reprise des résultats prévisionnels présentés dans la délibération n°2026-15 du 05 mars 2026 est concordante avec les résultats définitivement arrêtés,

. décide d'affecter le résultat comme suit :

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT COLLECTIF	
REPRISE DES RESULTATS 2025 ET AFFECTATION DEFINITIVE	
RESULTAT D'EXPLOITATION 2025	
A - Résultat de l'exercice 2025	150 336,94
B - Résultats antérieurs reportés	745 618,76
C - Résultats à affecter (A+B)	895 955,70
INVESTISSEMENT	
D - Solde d'exécution 2025	- 16 056,33
E - Résultats antérieurs reportés	1 695 804,86
F - Résultats à reporter (D+E)	1 679 748,53
G - Solde des restes à réaliser Investissement	- 49 197,71
H- BESOIN DE FINANCEMENT	-
1/ Affectation en réserves R 1068 en Investissement	-
2/ Résultat d'investissement reporté	1 679 748,53
3/ Résultat d'exploitation reporté	895 955,70

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 18 juin 2026

2026-83
BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF »
AFFECTATION DU RESULTAT 2025

La procédure d'affectation du résultat est décrite par l'instruction comptable M49 applicable au budget annexe Assainissement non collectif. Ainsi, le résultat cumulé de la section de fonctionnement, à la clôture de l'exercice, est affecté en priorité à la couverture du besoin de financement cumulé de la section d'investissement (besoin de financement après intégration, lorsqu'il y en a, des reports en

recettes et en dépenses). Le cas échéant, le surplus est affecté soit en réserves en équilibre de la section d'investissement, soit en report à nouveau pour financer la section de fonctionnement.

Le résultat 2025 a été repris par anticipation dès le vote du budget 2026 par la délibération.

Cette délibération ajuste les résultats prévisionnels présentés dans la délibération n°2026-16 du 05 mars 2026 ci-après :

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	
REPRISE ANTICIPEE DES RESULTATS 2025 ET AFFECTATION PREVISIONNELLE	
RESULTAT D'EXPLOITATION 2025	
A - Résultat de l'exercice 2025	3 401,14
B - Résultats antérieurs reportés	37 141,45
C - Résultats à affecter (A+B)	40 542,59
INVESTISSEMENT	
D - Solde d'exécution 2025	- 19 349,17
E - Résultats antérieurs reportés	7 873,70
F - Résultats à reporter (D+E)	- 11 475,47
G - Solde des restes à réaliser Investissement	-
H- BESOIN DE FINANCEMENT	11 475,47
1/ Affectation en réserves R 1068 en Investissement	11 475,47
2/ Résultat d'investissement reporté	- 11 475,47
3/ Résultat d'exploitation reporté	29 067,12

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré, par 59 voix pour, 1 abstention (M. DOUTART Julien),

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M49,

Vu la délibération n°2026-16 du 05 mars 2026 relative à la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2025,

Après avoir entendu le Compte Financier Unique (CFU) de l'exercice 2025,

Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement 2025,

Constatant que le Compte Financier Unique présente les résultats suivants,

Constatant que la reprise des résultats prévisionnels présentés dans la délibération n°2026-16 du 05 mars 2026 laisse apparaître une différence entre les montants reportés par anticipation et les montants constatés au Compte Financier Unique,

Constatant que l'assemblée délibérante devra procéder à une régularisation et à la reprise des écarts dans la plus proche décision modificative suivant le vote du CFU et en tout état de cause avant la fin de l'exercice 2026,

. décide d'affecter le résultat comme suit :

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	
REPRISE DES RESULTATS 2025 ET AFFECTATION DEFINITIVE	
RESULTAT D'EXPLOITATION 2025	
A - Résultat de l'exercice 2025	3 352,45
B - Résultats antérieurs reportés	37 141,45
C - Résultats à affecter (A+B)	40 493,90
INVESTISSEMENT	
D - Solde d'exécution 2025	- 19 349,17
E - Résultats antérieurs reportés	7 873,70
F - Résultats à reporter (D+E)	- 11 475,47
G - Solde des restes à réaliser Investissement	-
H- BESOIN DE FINANCEMENT	11 475,47
1/ Affectation en réserves R 1068 en Investissement	11 475,47
2/ Résultat d'investissement reporté	- 11 475,47
3/ Résultat d'exploitation reporté	29 018,43

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 18 juin 2026

2026-84
BUDGET ANNEXE « ZONE D'ACTIVITE N°2 »
AFFECTATION DU RESULTAT 2025

La procédure d'affectation du résultat est décrite par l'instruction comptable M4 applicable au budget annexe Zone d'activité N°2. Ainsi, le résultat cumulé de la section de fonctionnement, à la clôture de l'exercice, est affecté en priorité à la couverture du besoin de financement cumulé de la section d'investissement (besoin de financement après intégration, lorsqu'il y en a, des reports en recettes et en dépenses). Le cas échéant, le surplus est affecté soit en réserves en équilibre de la section d'investissement, soit en report à nouveau pour financer la section de fonctionnement.

Le résultat 2025 a été repris par anticipation dès le vote du budget 2026 par la délibération.

Cette délibération confirme les résultats prévisionnels présentés dans la délibération n°2026-18 du 05 mars 2026.

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4,

Vu la délibération n°2026-18 du 05 mars 2026 relative à la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2025,

Après avoir entendu le Compte Financier Unique (CFU) de l'exercice 2025,

Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement 2025,

Constatant que le Compte Financier Unique présente les résultats suivants,

Constatant que la reprise des résultats prévisionnels présentés dans la délibération n°2026-18 du 05 mars 2026 est concordante avec les résultats définitivement arrêtés,

. décide d'affecter le résultat comme suit :

BUDGET ANNEXE ZONE D'ACTIVITE 2	
REPRISE DES RESULTATS 2025 ET AFFECTATION DEFINITIVE	
RESULTAT D'EXPLOITATION 2025	
A - Résultat de l'exercice 2025	-
B - Résultats antérieurs reportés	518 813,25
C - Résultats à affecter (A+B)	518 813,25
INVESTISSEMENT	
D - Solde d'exécution 2025	-
E - Résultats antérieurs reportés	20 382,85
F - Résultats à reporter (D+E)	20 382,85
G - Solde des restes à réaliser Investissement	-
H- BESOIN DE FINANCEMENT	-
1/ Affectation en réserves R 1068 en Investissement	-
2/ Résultat d'investissement reporté	20 382,85
3/ Résultat d'exploitation reporté	518 813,25

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 18 juin 2026

2026-85
BUDGET ANNEXE « ZONE D'ACTIVITE EPPEVILLE »
AFFECTATION DU RESULTAT 2025

La procédure d'affectation du résultat est décrite par l'instruction comptable M57 applicable au budget annexe Zone d'activité Eppeville. Ainsi, le résultat cumulé de la section de fonctionnement, à la clôture de l'exercice, est affecté en priorité à la couverture du besoin de financement cumulé de la section d'investissement (besoin de financement après intégration, lorsqu'il y en a, des reports en recettes et en dépenses). Le cas échéant, le surplus est affecté soit en réserves en équilibre de la section d'investissement, soit en report à nouveau pour financer la section de fonctionnement.

Le résultat 2025 a été repris par anticipation dès le vote du budget 2026 par la délibération.

Cette délibération confirme les résultats prévisionnels présentés dans la délibération n°2026-17 du 05 mars 2026.

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu la délibération n°2026-17 du 05 mars 2026 relative à la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2025,

Après avoir entendu le Compte Financier Unique (CFU) de l'exercice 2025,

Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement 2025,

Constatant que le Compte Financier Unique présente les résultats suivants,

Constatant que la reprise des résultats prévisionnels présentés dans la délibération n°2026-17 du 05 mars 2026 est concordante avec les résultats définitivement arrêtés,

. décide d'affecter le résultat comme suit :

BUDGET ANNEXE ZAE EPPEVILLE	
REPRISE DES RESULTATS 2025 ET AFFECTATION DEFINITIVE	
RESULTAT D'EXPLOITATION 2025	
A - Résultat de l'exercice 2025	-
B - Résultats antérieurs reportés	221 952,56
C - Résultats à affecter (A+B)	221 952,56
INVESTISSEMENT	
D - Solde d'exécution 2025	-
E - Résultats antérieurs reportés	1 644,81
F - Résultats à reporter (D+E)	1 644,81
G - Solde des restes à réaliser Investissement	-
H- BESOIN DE FINANCEMENT	-
1/ Affectation en réserves R 1068 en Investissement	-
2/ Résultat d'investissement reporté	1 644,81
3/ Résultat d'exploitation reporté	221 952,56

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 18 juin 2026

2026-86
BUDGET ANNEXE « BÂTIMENT INDUSTRIEL A VOCATION LOCATIVE »
AFFECTATION DU RESULTAT 2025

La procédure d'affectation du résultat est décrite par l'instruction comptable M4 applicable au budget annexe Bâtiment industriel à vocation locative. Ainsi, le résultat cumulé de la section de fonctionnement, à la clôture de l'exercice, est affecté en priorité à la couverture du besoin de financement cumulé de la section d'investissement (besoin de financement après intégration, lorsqu'il y en a, des reports en recettes et en dépenses). Le cas échéant, le surplus est affecté soit en réserves en équilibre de la section d'investissement, soit en report à nouveau pour financer la section de fonctionnement.

Le résultat 2025 a été repris par anticipation dès le vote du budget 2026 par la délibération.

Cette délibération confirme les résultats prévisionnels présentés dans la délibération n°2026-19 du 05 mars 2026.

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4,

Vu la délibération n°2026-19 du 05 mars 2026 relative à la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2025,

Après avoir entendu le Compte Financier Unique (CFU) de l'exercice 2025,

Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement 2025,

Constatant que le Compte Financier Unique présente les résultats suivants,

Constatant que la reprise des résultats prévisionnels présentés dans la délibération n°2026-19 du 05 mars 2026 est concordante avec les résultats définitivement arrêtés,

. décide d'affecter le résultat comme suit :

BUDGET ANNEXE BATIMENT INDUSTRIEL	
REPRISE DES RESULTATS 2025 ET AFFECTATION DEFINITIVE	
RESULTAT D'EXPLOITATION 2025	
A - Résultat de l'exercice 2025	- 8 818,47
B - Résultats antérieurs reportés	22 693,31
C - Résultats à affecter (A+B)	13 874,84
INVESTISSEMENT	
D - Solde d'exécution 2025	42 532,22
E - Résultats antérieurs reportés	73 627,27
F - Résultats à reporter (D+E)	116 159,49
G - Solde des restes à réaliser Investissement	- 24 949,34
H- BESOIN DE FINANCEMENT	
1/ Affectation en réserves R 1068 en Investissement	-
2/ Résultat d'investissement reporté	116 159,49
3/ Résultat d'exploitation reporté	13 874,84

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 18 juin 2026

2026-87
BUDGET ANNEXE « CENTRE AQUATIQUE »
PRISE EN CHARGE DU DEFICIT 2025 PAR LE BUDGET PRINCIPAL

Le Conseil Communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu la délibération n°2026-12 du 05 mars 2026 relative à la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2025,

Après avoir entendu le Compte Financier Unique (CFU) de l'exercice 2025,

Après avoir statué sur l'affectation définitive du résultat de fonctionnement 2025,

Constatant l'inscription à l'article 65821 du budget principal 2026 des crédits de dépenses nécessaires à la couverture du déficit 2025 du budget annexe Centre Aquatique,

Constatant l'inscription à l'article 75822 du budget annexe Centre Aquatique 2026 des crédits de recettes permettant la couverture du déficit constaté au Compte Financier Unique (CFU) de l'exercice 2025,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

. approuve la prise en charge du déficit de fonctionnement et d'investissement 2025 du budget annexe centre aquatique par le budget principal d'un montant de 803 180,49 € tel que précisé ci-dessous,

2025	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		TOTAL	
LIBELLE	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultats reportés 2024	817 381,07 €			31 009,69 €	786 371,38 €	
Réalisations de l'exercice 2025	1 078 563,36 €	1 108 319,23 €	172 388,06 €	226 542,00 €	1 250 951,42 €	1 334 861,23 €
Solde des réalisations de l'exercice		29 755,87 €		54 153,94 €		83 909,81 €
Résultats de clôture 2025	**787 625,20 €**			**85 163,63 €**	**702 461,57 €**	
Restes à réaliser 2025			100 718,92 €	- €	100 718,92 €	- €
Solde des restes à réaliser			100 718,92 €		100 718,92 €	
Résultats finaux 2025	**787 625,20 €**		**15 555,29 €**		**803 180,49 €**	

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 18 juin 2026

2026-88

BUDGET ANNEXE « LA NOUVELLE SCENE »

PRISE EN CHARGE DU DEFICIT 2025 PAR LE BUDGET PRINCIPAL

Le Conseil Communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu la délibération n°2026-14 du 05 mars 2026 relative à la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2025,

Après avoir entendu le Compte Financier Unique (CFU) de l'exercice 2025,

Après avoir statué sur l'affectation définitive du résultat de fonctionnement 2025,

Constatant l'inscription à l'article 65821 du budget principal 2026 des crédits de dépenses nécessaires à la couverture du déficit 2025 du budget annexe La Nouvelle Scène,

Constatant l'inscription à l'article 75822 du budget annexe La Nouvelle Scène 2026 des crédits de recettes permettant la couverture du déficit constaté au Compte Financier Unique (CFU) de l'exercice 2025,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré, par 55 voix pour, 5 abstentions (MM. DE WITASSE THEZY Charles, CARPENTIER Olivier, DUBREUCQ Benoît, Mmes SCHWEITZER Cécile, SLOWINSKI Corinne)

. approuve la prise en charge du déficit de fonctionnement et d'investissement 2025 du budget annexe La Nouvelle Scène par le budget principal d'un montant de 318 835,88 € tel que précisé ci-dessous,

2025	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		TOTAL	
LIBELLE	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultats reportés 2024	274 304,96 €		47 805,37 €		322 110,33 €	
Réalisations de l'exercice 2025	478 956,02 €	480 678,54 €	- €	6 617,93 €	478 956,02 €	487 296,47 €
Solde des réalisations de l'exercice		1 722,52 €		6 617,93 €		8 340,45 €
Résultats de clôture 2025	**272 582,44 €**		**41 187,44 €**		**313 769,88 €**	
Restes à réaliser 2025			5 066,00 €	- €	5 066,00 €	- €
Solde des restes à réaliser			5 066,00 €		5 066,00 €	
Résultats finaux 2025	**272 582,44 €**		**46 253,44 €**		**318 835,88 €**	

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 18 juin 2026

2026-89
DECISION MODIFICATIVE N°1 - 2026
BUDGET PRINCIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.1612-11,

Vu la nomenclature comptable M57,

Considérant la délibération n°2026-20 du 05 mars 2026 approuvant le vote du budget primitif 2026 du budget principal,

Afin de permettre la bonne exécution budgétaire, il convient de procéder à des ajustements de dépenses et de recettes conformément à la répartition présentée ci-dessous. Ces ajustements maintiennent l'équilibre budgétaire.

Communauté de Communes de l'Est de la Somme
Budget Principal

DECISION MODIFICATIVE N° 1 / 2026 - BUDGET PRINCIPAL

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-6188-42122 : Autres frais divers		100,00 €		
D-615221-42122 : Entretien & réparations bâtiments publics	100,00 €			
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	**100,00 €**	**100,00 €**	**- €**	**- €**
D-7498-01 : Autres reversements sur dotations et participations	2 057,00 €			
TOTAL D 014 : Atténuation des produits	**2 057,00 €**	**- €**	**- €**	**- €**
D-65748-3112 : Subventions autres personnes droit privé		15 600,00 €		
D-65821-323 : Déficit des BA à caractère administratif	0,19 €			
D-65821-3112 : Déficit des BA à caractère administratif		133,33 €		
TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante	**0,19 €**	**15 733,33 €**	**- €**	**- €**
R-75821-604 : Excédent des budgets annexes à caractère administratif				225 847,85 €
TOTAL R 70 : Produits des services du domaine et ventes diverses	**- €**	**- €**	**- €**	**225 847,85 €**
R-7351-01 : Fraction compensatoire de la TFPB et de la taxe d'habitation sur les résidences principales				11 077,00 €
R-7352-01 : Fraction compensatoire de la CVAE				3 701,00 €
TOTAL R 73 : Impôts et taxes	**- €**	**- €**	**- €**	**14 778,00 €**
R-73111-01 : Impôts directes locaux			17 240,00 €	
R-73114-01 : IFER				8 862,00 €
TOTAL R 731 : Fiscalité locale	**- €**	**- €**	**17 240,00 €**	**8 862,00 €**
R-741124-01 : Dotation d'intercommunalité des EPCI				46 343,00 €
R-741126-01 : Dotation de compensation des EPCI			16 563,00 €	
R-748312-01 : D.C.R.T.P.			47 400,00 €	
R-74832-01 : Etat - Compensation au titre de la Contribution Economique Territoriale (CVAE et CFE)			54 701,00 €	
R-74833-01 : Etat - Compensation au titre des exonérations de taxe foncière			102 410,00 €	
R-74834-01 : Etat - Compensation au titre des exonérations de taxe d'habitation				248,00 €
TOTAL R 74 : Dotations et participations	**- €**	**- €**	**221 074,00 €**	**46 591,00 €**
Total FONCTIONNEMENT	**2 157,19 €**	**15 833,33 €**	**238 314,00 €**	**296 078,85 €**
INVESTISSEMENT				
D-2118-604 : Autres terrains		2 250,48 €		
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	**- €**	**2 250,48 €**	**- €**	**- €**
Total INVESTISSEMENT	**- €**	**2 250,48 €**	**- €**	**- €**

Total Général	**15 926,62 €**	**57 764,85 €**

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

. **approuve** la décision modificative n°1 du Budget Principal, dont le détail est présenté ci-avant.

. **autorise** Monsieur le Président à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 18 juin 2026

2026-90
DECISION MODIFICATIVE N°1 - 2026
BUDGET ANNEXE LA NOUVELLE SCENE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.1612-11,
Vu la nomenclature comptable M57,
Considérant la délibération n°2026-23 du 05 mars 2026 approuvant le vote du budget primitif 2026 du budget annexe La Nouvelle Scène,
Afin de permettre la bonne exécution budgétaire, il convient de procéder à des ajustements de dépenses et de recettes conformément à la répartition présentée ci-dessous. Ces ajustements maintiennent l'équilibre budgétaire.

Communauté de Communes de l'Est de la Somme
Budget annexe - La Nouvelle Scène

DECISION MODIFICATIVE N° 1 / 2026 - BUDGET ANNEXE LA NOUVELLE SCENE

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-002-3170 : Résultat d'exploitation reporté		133,33 €		
TOTAL D 002 : Résultat d'exploitation reporté	- €	**133,33 €**	- €	- €
R-75822-3170 : Prise en charge du déficit du BA par le budget principal				133,33 €
TOTAL R 75 : Autres produits de gestion courante	- €	- €	- €	**133,33 €**
Total FONCTIONNEMENT	- €	**133,33 €**	- €	**133,33 €**
INVESTISSEMENT				
Total INVESTISSEMENT	- €	- €	- €	- €

Total Général	**133,33 €**	**133,33 €**

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

. approuve la décision modificative n°1 du Budget annexe La Nouvelle Scène, dont le détail est présenté ci-avant.

. autorise Monsieur le Président à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 18 juin 2026

2026-91
DECISION MODIFICATIVE N°1 - 2026
BUDGET ANNEXE CENTRE AQUATIQUE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.1612-11,
Vu la nomenclature comptable M57,
Considérant la délibération n°2026-21 du 05 mars 2026 approuvant le vote du budget primitif 2026 du budget annexe Centre aquatique,
Afin de permettre la bonne exécution budgétaire, il convient de procéder à des ajustements de dépenses et de recettes conformément à la répartition présentée ci-dessous. Ces ajustements maintiennent l'équilibre budgétaire.

Communauté de Communes de l'Est de la Somme
Budget annexe - Centre Aquatique

DECISION MODIFICATIVE N° 1 / 2026 - BUDGET ANNEXE CENTRE AQUATIQUE

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-002-323 : Résultat d'exploitation reporté	0,19 €			
TOTAL D 002 : Résultat d'exploitation reporté	**0,19 €**	**- €**	**- €**	**- €**
R-75822-323 : Prise en charge du déficit du BA par le budget principal			0,19 €	
TOTAL R 75 : Autres produits de gestion courante	**- €**	**- €**	**0,19 €**	**- €**
Total FONCTIONNEMENT	**0,19 €**	**- €**	**0,19 €**	**- €**
INVESTISSEMENT				
D-1641-323 : Emprunts en euros	0,01 €			
TOTAL D 16 : Emprunts et dettes assimilées	**0,01 €**	**- €**	**- €**	**- €**
R-001-323 : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté			0,01 €	
TOTAL R 001 : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	**- €**	**- €**	**0,01 €**	**- €**
Total INVESTISSEMENT	**0,01 €**	**- €**	**0,01 €**	**- €**

Total Général	**- 0,20 €**	**- 0,20 €**

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

. approuve la décision modificative n°1 du Budget annexe Centre Aquatique, dont le détail est présenté ci-avant.

. autorise Monsieur le Président à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 18 juin 2026

2026-92
DECISION MODIFICATIVE N°1 - 2026
BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.1612-11,
Vu la nomenclature comptable M49,
Considérant la délibération n°2026-25 du 05 mars 2026 approuvant le vote du budget primitif 2026 du budget annexe Assainissement Non Collectif,
Afin de permettre la bonne exécution budgétaire, il convient de procéder à des ajustements de dépenses et de recettes conformément à la répartition présentée ci-dessous. Ces ajustements maintiennent l'équilibre budgétaire.

Communauté de Communes de l'Est de la Somme
Budget annexe Assainissement Non Collectif

DECISION MODIFICATIVE N° 1 / 2026 - BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
R-002-01 : Résultat d'exploitation reporté			48,69 €	
TOTAL D 002 : Résultat d'exploitation reporté	- €	- €	**48,69 €**	- €
R-773-01 : Mandats annulés sur exercices antérieurs				48,69 €
TOTAL R 77 : Produits spécifiques	- €	- €	- €	**48,69 €**
Total FONCTIONNEMENT	- €	- €	**48,69 €**	**48,69 €**
INVESTISSEMENT				
Total INVESTISSEMENT	- €	- €	- €	- €

Total Général	- €	- €

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

. approuve la décision modificative n°1 du Budget annexe Assainissement non collectif, dont le détail est présenté ci-avant.

. autorise Monsieur le Président à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 18 juin 2026

2026-93
DECISION MODIFICATIVE N°1 - 2026
BUDGET ANNEXE ZONE D'ACTIVITE ECONOMIQUE D'EPPEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.1612-11,
Vu la nomenclature comptable M57,
Considérant la délibération n°2026-26 du 05 mars 2026 approuvant le vote du budget primitif 2026 du budget annexe Zone d'activité économique d'Eppeville,
Afin de permettre la bonne exécution budgétaire, il convient de procéder à des ajustements de dépenses et de recettes conformément à la répartition présentée ci-dessous. Ces ajustements maintiennent l'équilibre budgétaire.

Communauté de Communes de l'Est de la Somme
Budget annexe - Zone d'activité Eppeville

DECISION MODIFICATIVE N° 1 / 2026 - BUDGET ANNEXE ZONE D'ACTIVITE EPPEVILLE

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-65822-01 : Reversement de l'excédent des BA au budget principal		225 847,85 €		
TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante	- €	**225 847,85 €**	- €	- €
R-7015-01 : Ventes de terrains aménagés				2 250,48 €
TOTAL R 70 : Produits des services, du domaine et ventes diverses	- €	- €	- €	**2 250,48 €**
R-777-01 : Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat				10 000,00 €
TOTAL D 042 : Opération d'ordre de transfert entre section	- €	- €	- €	**10 000,00 €**
Total FONCTIONNEMENT	- €	**225 847,85 €**	- €	**12 250,48 €**
INVESTISSEMENT				
D-1068-01 : Excédents de fonctionnement capitalisés		10 000,00 €		
TOTAL D 040 : Opération d'ordre de transfert entre section	- €	**10 000,00 €**	- €	- €
Total INVESTISSEMENT	- €	**10 000,00 €**	- €	- €

Total Général	**235 847,85 €**	**12 250,48 €**

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

. approuve la décision modificative n°1 du Budget annexe Zone d'activité économique d'Eppeville, dont le détail est présenté ci-avant.

. autorise Monsieur le Président à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 18 juin 2026

2026-94
ADMISSION EN NON VALEUR DE CREANCES ETEINTES

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M49, notamment la procédure relative aux créances irrécouvrables,

Pour rappel, les créances irrécouvrables correspondent aux titres émis par une collectivité mais dont le recouvrement ne peut être mené à son terme par le comptable public en charge du recouvrement.

L'irrécouvrabilité des créances peut être, soit temporaire dans le cas des créances admises en non-valeur, soit définitive dans le cas de créances éteintes.

L'admission en non-valeur des créances est décidée par l'assemblée délibérante de la collectivité dans l'exercice de sa compétence budgétaire.

Elle est demandée par le comptable lorsqu'il rapporte les éléments propres à démontrer que malgré toutes les diligences qu'il a effectuées, il ne peut pas en obtenir le recouvrement.

L'admission en non-valeur prononcée par l'assemblée délibérante n'éteint pas la dette du redevable. Le titre émis garde son caractère exécutoire et l'action en recouvrement demeure possible dès qu'il apparaît que le débiteur revient à "meilleure fortune".

En cas de refus d'admettre la non-valeur, l'assemblée doit motiver sa décision et préciser au comptable les moyens de recouvrement qu'elle souhaite qu'il mette en œuvre.

Les créances éteintes sont des créances qui restent valides juridiquement en la forme et au fond mais dont l'irrécouvrabilité résulte d'une décision juridique extérieure définitive qui s'impose à la collectivité créancière et qui s'oppose à toute action en recouvrement. L'assemblée délibérante n'a dans ce cas de figure pas à se prononcer.

Les créances sont éteintes notamment dans les cas suivants :

- Prononcé d'un jugement de clôture de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif (article L. 643-11 du code de commerce),
- Prononcé d'un jugement de surendettement avec effacement de dettes.

L'état des demandes d'admission en non-valeur de créances éteintes dressé par le comptable public (ci-annexé) fait apparaître :

- Des créances éteintes à comptabiliser au compte 6542 pour un montant de 640,27 € concernant le budget annexe Assainissement collectif,
- Des créances éteintes à comptabiliser au compte 6542 pour un montant de 443,96 € concernant le budget annexe Assainissement collectif,
- Des créances éteintes à comptabiliser au compte 6542 pour un montant de 1 851,79 € concernant le budget annexe Assainissement collectif,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,
. **approuve** l'admission en non-valeur de créances éteintes des titres récapitulés dans les documents annexés pour un montant total de :

- 2 936,02 € pour le budget annexe Assainissement collectif,

. **approuve** que les crédits nécessaires soient inscrits au chapitre 65 des budgets concernés de l'exercice en cours,

. **autorise** le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 18 juin 2026

2026-95
APPROBATION DU REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER (RBF) DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'EST DE LA SOMME

Mme ZURICH : Je suis désolée mais j'ai vu qu'il y avait 128 pages et j'ai lâché en route. Je n'ai pas tout lu, donc je vais m'abstenir. Je ne vais pas voter quelque chose que je n'ai pas lu.

M. SCHIETTECATTE : Je le conçois. C'est un document assez conséquent. Mais Il faut savoir qu'il y a plus de la moitié qui est juste de la nomenclature, et toutes les imputations comptables. Moi-même je n'ai pas lu toutes les nomenclatures, je vous rassure.

Rappel du contexte réglementaire et institutionnel :

Le référentiel budgétaire et comptable M57 développé a été adopté par la délibération n° 2023-164 lors du conseil communautaire du 28 septembre 2023.

Par délibération n° 2023-190 du 30 novembre 2023, l'assemblée délibérante a adopté le règlement budgétaire et financier applicable au 1er janvier 2024.

Le RBF doit être voté avant la première délibération budgétaire qui suit le renouvellement de l'assemblée délibérante c'est-à-dire avant le vote du budget primitif. Si celui-ci a été voté par l'assemblée délibérante avant le 15 mars 2026, la nouvelle assemblée élue devra voter le RBF à l'occasion du budget supplémentaire (BS) ou d'une décision modificative (DM).

Le règlement budgétaire et financier est de forme libre mais doit à minima contenir deux obligations réglementaires :

- Les modalités de gestion des autorisations de programmes (AP), des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiements (CP) y afférents,
- Les modalités d'information de l'assemblée délibérante sur la gestion des engagements pluriannuels en cours d'exercice.

De manière facultative, le RBF peut également prévoir les modalités de reports des crédits de paiements afférents à une autorisation de programme.

Le règlement budgétaire et financier qui vous est proposé contient en plus de ce qui est énuméré ci-dessus :

- Un rappel des principes réglementaires et budgétaires
- Une présentation des différents documents et étapes budgétaires,
- Le calendrier et la procédure budgétaire au sein de la CCES,
- L'exécution budgétaire :
  - La comptabilité d'engagement
  - L'exécution des dépenses et des recettes
  - Les régies
- Les opérations de fin d'exercice :
  - Les rattachements et les restes à réaliser
  - La gestion du patrimoine
  - Le calendrier de clôture de la CCES
  - Le compte de gestion et le compte administratif

****

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1612-1 et suivants relatifs au cadre budgétaire des collectivités territoriales,
Vu l'article L.5217-10-8 du Code général des collectivités territoriales relatif au règlement budgétaire et financier,
Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales,

Considérant que le présent Règlement Budgétaire et Financier (RBF) de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme formalise et préciser les règles de gestion budgétaire et comptable applicables au budget principal et aux budgets annexes,
Considérant que le RBF définit les principes de gestion internes propres à la collectivité dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur,
Considérant que le RBF permet de décrire les procédures de la collectivité, les faire connaitre avec exactitude et se donner pour objectif de les suivre le plus précisément possible,
Considérant que le RBF constitue un référentiel commun et une culture de gestion que les services doivent s'approprier,
Considérant que le RBF rappelle les normes en vigueur et respecte le principe de permanence des méthodes,
Considérant que le RBF constitue un document de référence encadrant les modalités d'élaboration de vote et d'exécution du budget dans le cadre de la nomenclature M 57,

Considérant que le RBF est valable pour la durée de la mandature, et que sa révision doit faire l'objet d'une délibération du Conseil Communautaire,
Considérant le renouvellement du Conseil Communautaire intervenu à la suite des élections municipales en date du 15 mars 2026,

Ceci étant exposé,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré par 58 voix pour, 2 abstentions (M. CHRETIEN Gabriel, Mme ZURICH Christine),

. adopte le Règlement Budgétaire et Financier (RBF) de la CCES, applicable au budget principal et à ses budgets annexes pour la durée de la mandature tel qu'annexé à la présente délibération,

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 18 juin 2026

M. DUBREUCQ : Une petite remarque et une confirmation. On a approuvé l'ensemble des comptes CFU, on a bien un excédent léger sur le budget principal. Pour rappel, il y a un an, on nous criait « au loup » ou l'on allait avoir moins d'un million d'euros. Donc je constate qu'au final on est à l'équilibre. C'est très bien. Je rappelle suite à la commission d'hier sur les ordures ménagères de bien faire attention sur les contrats qui sont signés et de valider les heures qu'on paie et ne pas les laisser dans « le vent », où l'on a laissé dans le vent 300 000 .00 € d'heures payées non effectuées à un prestataire.

M. DEMULE : Je prends acte. Je prends note également d'un excédent légèrement artificiel puisque par principe quand une collectivité n'a pas voté son budget et qu'il est arrêté par les services de l'état, il est arrêté très tard dans l'année et c'est vrai qu'il y a beaucoup de dépenses qui n'ont pas forcément lieu notamment sur la première partie de l'année, sur le premier semestre. Mais effectivement on note un excédent qu'on n'aurait peut-être pas attendu malgré le contexte.

M. SCHIETTECATTE : C'est exactement ce que l'on avait présenté aux commissions finances. « Il n'y a rien de neuf sous le soleil ». Concernant le budget ANC effectivement on a eu un débat hier sur les 27.50 €, sur les redevances pour les contrôles sur l'ANC et vous pouvez voir qu'en fonctionnement en dépenses et recettes on est quasiment en équilibre. Donc on ne pouvait pas faire autrement.

M. LECOMTE : Je veux répondre à Benoît. Hier je ne suis pas intervenu sur les déchetteries. En fait, ce qui a bien été dit hier, nous avons acheté une prestation pour 27 heures d'ouvertures de déchetterie. Il y avait dix candidats qui avaient répondu à l'appel d'offre. On a retenu celui qu'on a évoqué hier soir pour 27 heures. Il est vrai qu'avec ses 27 heures facturées, il a pu payer 2 équivalents temps-plein. Mais nous avons acheté 27 heures d'ouvertures de déchetterie. Il avait certainement anticipé et nous a facturé deux temps-plein. Mais comme c'était le moins cher des dix, c'est lui qui a été retenu. Par contre on s'en est servi comme leçon car on sait dit qu'à ce prix-là, il pouvait payer 2 équivalents temps plein. Donc maintenant on va lui proposer 2 équivalents temps-plein pour le même montant. Mais nous avons acheté une prestation de 27 heures, il nous a peut-être demandé 50 000.00 € de trop par an, mais néanmoins, nous avons accepté une prestation de 27 heures. Nous n'avons pas acheté 2 équivalents temps-plein.

2026-96
MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS DES EMPLOIS PERMANENTS 2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Conformément à l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement,

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie A, B ou C dans les conditions fixées à l'article L332-14 ou L332-8 du code général de le fonction publique. Il devra dans ce cas justifier d'un diplôme. En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie *B ou C* dans les conditions fixées à l'article L332-14 ou L332-8 du code général de la fonction publique.

Le contrat L332-14 est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an. Sa durée peut être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année. Les contrats relevant des articles L332-8, sont d'une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Il appartient donc au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services,

Pour tous les emplois permanents créées, en cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel dans les conditions fixées à l'article L332-14, L332-8-5 ou L332-8 du code général de la fonction publique,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

. approuve la création d'un poste d'agent social à temps complet,

. approuve le tableau des emplois permanents 2026 de la collectivité, comme suit :

Filières et cadres d'emplois	Grades	Nombre d'emplois et durée hebdomadaire de service
Emploi fonctionnel de direction	Directeur Général des Services	1 TC
Filière administrative Attachés	Attaché	4 TC

Rédacteurs	Rédacteur principal de 1ère classe	1 TC
	Rédacteur principal de 2ème classe	2 TC
	Rédacteur	2 TC
Adjoints administratifs	Adjoint administratif principal de 1ère classe	1 TC
	Adjoint administratif principal de 2ème classe	1 TC 1 TNC 30h
	Adjoint administratif	7 TC 3 TNC 21h, 25h, 25h
Filière technique Ingénieurs	Ingénieur principal	1 TC
	Ingénieur	1 TC
Techniciens	Technicien principal de 1ère classe	1 TC
	Technicien	3 TC
Agents de maîtrise	Agent de maîtrise	2 TC
Adjoints techniques	Adjoint technique principal de 1ère classe	3 TC
	Adjoint technique principal de 2ème classe	3TC
	Adjoint technique	5 TC 4 TNC 30h, 30h, 23h30, 20h
Filière médico-sociale Educateurs de jeunes enfants	Educateur de jeunes enfants	2 TC
	Educateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle	1 TNC 30h
Auxiliaires de puériculture	Auxiliaire de puériculture de classe supérieure	2 TC

Agents sociaux	Auxiliaire de puériculture de classe normal **Agent social**	1 TC **4TC**
Filière culturelle Assistants d'enseignement artistique	Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe	1 TNC (INT) 7h 8 TNC (INT) 20h, 15h, 8h, 10h, 10h, 6h30, 7h, 17h,
Bibliothécaires	Bibliothécaire principal	1 TC
Adjoints du patrimoine	Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe Adjoint du patrimoine	2 TC 2 TC
Filière sportive Educateurs des activités physiques et sportives Opérateur des activités physiques et sportives	ETAPS OTAPS	4 TC 2 TNC 6h30, 6h30
Filière animation Animateurs	Animateur principal de 2ème classe	1 TC

Il est précisé pour tous les emplois du tableau ci-dessus :

« Pour tous les emplois permanents créées, en cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel dans les conditions fixées à l'article L332-14, L332-8-5 ou L332-8 du code général de la fonction publique, » pour toutes les créations de postes de ses délibérations mentionnées ci-dessus.

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 18 juin 2026

2026-97
COMITE DES ŒUVRES SOCIALES
ATTRIBUTION DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2026

Le Comité des Œuvres Sociales des agents de la Ville de HAM, du CCAS et de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme est une association qui a pour but :

. de créer et assurer des liens d'amitié, de fraternité entre les agents par l'organisation et le pourvoi aux frais des manifestations organisées de toute nature (repas, festivités, excursions, voyages...),

.d'améliorer les conditions matérielles et morales d'existence des familles des agents par l'octroi d'allocations à l'occasion de naissances, mariages, décès, retraites...

. de subvenir aux besoins d'un agent ou de sa famille en cas de difficultés.

L'association est composée de membres adhérents (actifs ou retraités).

Le montant total du budget prévisionnel 2026 est de 19 600 €.

Vu la demande de subvention présentée par le C.O.S. de la Ville de HAM, du CCAS et de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

.accorde à cette association, au titre de l'année 2026, une subvention de fonctionnement de 3.300 €,

.autorise le Président à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 18 juin 2026

2026-98
URBANISME
BILAN DE LA CONCERTATION ET 2ND ARRET DE PROJET DU PLUI

M. LECOMTE : Mes chers collègues,

Lorsque j'ai repris la vice-présidence en charge du PLUi il y a maintenant deux mois, je dois vous avouer que j'avais, comme beaucoup d'entre vous, de nombreuses interrogations sur l'intérêt immédiat de ce document.

Comme vous, en tant que maire d'une petite commune, je me disais que ma carte communale suffisait, que nous avions encore du temps devant nous.

Depuis deux mois, j'ai pris le temps d'étudier le dossier en profondeur. J'ai rencontré les services de l'État, échangé avec les différents partenaires et entendu les arguments qui nous ont été présentés. Et la conclusion à laquelle je suis arrivé est claire : il est aujourd'hui nécessaire d'adopter ce second arrêt de projet.

Je pourrais reprendre point par point l'ensemble des explications qui vous ont été apportées ces dernières semaines, mais je souhaite surtout vous dire une chose : pour la plus grande majorité de nos communes, l'intérêt communautaire est aujourd'hui de voter cet arrêt de projet.

À mes yeux, il serait même irresponsable de ne pas le faire.

Bien sûr, ce document n'est pas parfait. Pour avoir rencontré plus d'une vingtaine de maires ces dernières semaines, je connais les difficultés qui subsistent. Je sais que certaines communes considèrent qu'il manque encore des terrains à bâtir. Je sais également que d'autres souhaitent faire évoluer certains points du document, mais aucun document d'urbanisme n'est parfait.

En revanche, celui-ci a un mérite essentiel : il existe.

Il est le fruit de huit années de travail, de concertation, de réflexion et d'investissement collectif. Nous ne pouvons pas balayer d'un revers de main ces huit années d'efforts au seul motif que certains d'entre nous n'ont pas participé directement à son élaboration lors de la précédente mandature.

Ce PLUi pourra encore évoluer demain. Il pourra être corrigé, modifié, ajusté et amélioré. Mais pour le faire évoluer, encore faut-il qu'il existe.

Il serait également réducteur, voire trompeur, de résumer ce vote sur le PLUi au seul projet Fertighy, Valame ou aux développements envisagés sur la plateforme Noriap.

Je peux parfaitement comprendre que certains d'entre vous soient opposés à ces projets. C'est une position respectable, et je la respecte pleinement, mais je vous demande également de reconnaître que le PLUi va bien au-delà de cette seule question.

Ce soir, nous ne votons pas uniquement pour ou contre un projet économique particulier. Nous votons pour un document d'urbanisme qui concerne l'ensemble de notre territoire et l'ensemble de nos communes.

Comme cela vous a été expliqué à plusieurs reprises, repartir de zéro aujourd'hui nous ferait perdre un temps considérable vis-à-vis du PETR et du futur SCOT. Il est illusoire de penser qu'un nouveau PLUi pourrait être élaboré en un an. Tous les intervenants nous l'ont confirmé.

En revanche, je prends devant vous un engagement clair. J'ai déjà commencé à recevoir les nouveaux maires, le Maire de Ham, Nesle et Eppeville, et je continuerai à le faire. Nous avons identifié des communes sans terrain à bâtir, des conseils municipaux qui ont d'autres projets pour leurs communes, Mon objectif est de travailler avec chacun d'entre vous pour identifier les points qui doivent évoluer et préparer les modifications nécessaires bien avant l'arrivée du nouveau SCOT.

Car ce PLUi n'est pas figé. S'il est adopté, il pourra entrer en vigueur dès le début de l'année 2027. Il nous permettra alors de disposer immédiatement d'un document d'urbanisme opérationnel au service de nos communes et de leurs projets.

À l'inverse, si nous ne l'adoptons pas, nous prendrons le risque de nous retrouver sans document adapté et de retarder fortement de nombreux projets sur notre territoire.

La question qui nous est posée ce soir n'est donc pas de savoir si ce PLUi est parfait. Nous savons tous qu'il ne l'est pas.

La véritable question est de savoir s'il est préférable de disposer d'un document perfectible, que nous pourrons améliorer ensemble, ou de repartir de zéro au risque de perdre plusieurs années supplémentaires.

Pour ma part, j'ai fait mon choix.

Pour toutes les raisons qui vous ont été exposées, mais aussi pour celles que j'ai pu découvrir en reprenant ce dossier ces dernières semaines, je considère qu'il est de notre responsabilité collective de voter ce second arrêt de projet.

Je dirais même qu'il s'agit davantage d'un devoir que d'une simple obligation administrative.

Nous sommes ici pour défendre les intérêts de nos communes, bien sûr, mais également ceux de notre territoire dans son ensemble. C'est cela, l'esprit communautaire.

Je suis convaincu que l'absence de vote favorable ce soir aurait des conséquences importantes pour les années à venir. Des conséquences qui pèseraient sur nos communes, sur leurs projets, sur leur capacité de développement et sur l'avenir de notre territoire.

Encore une fois, personne ne prétend que ce document est parfait. Mais il constitue aujourd'hui la solution la plus responsable et la plus pragmatique qui s'offre à nous.

C'est pourquoi je vous invite, en conscience et dans l'intérêt général, à voter favorablement ce second arrêt de projet.

Je vous remercie de votre écoute.

Mme ZURICH : Je voulais dire aussi à mes chers collègues avant de voter je souhaiterai que nous discutions de 2 questions : le contenu du PLUi, d'une part et l'urgence invoquée pour son adoption d'autre part. Après avis d'un cabinet spécialisé en droit de l'urbanisme, il apparait qu'aucun texte ne nous impose d'adopter le PLUi dans un délai aussi rapproché. Par ailleurs, la proposition de loi TRACE déjà adoptée par le Sénat est actuellement en cours d'examen à l'Assemblée Nationale, et prévoit de repousser les échéances liées aux ZAN jusqu'en août 2029. Avec la possibilité d'une prolongation préfectorale jusqu'en août 2031. L'analyse juridique qui nous a été communiquée indique également qu'il reste plusieurs années pour mener à son terme la procédure d'adoption du PLUi et que le non-respect des échéances actuelles n'entraineraient que des conséquences limitées. Je ne demande pas que l'on soit pour ou contre le PLUi ce soir, je demande simplement que notre vote repose sur le fond du projet et non sur une urgence dont le fondement juridique n'est pas démontré. Si ce projet est solide, quelques mois supplémentaires de réflexion ne l'affaibliront pas. En revanche, si des interrogations subsistent, nous avons la responsabilité de les examiner avant d'engager durablement l'avenir de nos communes. Je souhaite donc que chacun puisse voter en toute connaissance de cause, libre de toutes pressions liées à une urgence qui à ce jour ne semble pas établie par aucun texte. Je voudrai aussi demander aux gens qu'ils veulent

bien prendre connaissance de la modification du gouvernement en date du 3 juin dernier, qui concerne la prévention des risques industriels, état des lieux de 2001 à 2026.

M. DE WITASSE THEZY : Déjà à l'heure du premier vote, il fallait vite voter. Finalement sans véritablement raison. Il faut toujours voter ce PLUi en urgence. Je me répète mais ce document est le plus important de la mandature. Chaque conseiller doit pouvoir voter de manière sereine et éclairée. Or ce soir, nous n'avons ni l'un, ni l'autre. Dire que ce document n'est pas parfait est un peu simpliste. Surtout après huit années de travail. Ce PLUi a été élaboré par l'ancienne mandature dans un climat délétère et d'opposition. Ce PLUi permet-il un développement économique maitrisé avec des clauses de sauvegarde afin d'éviter de se voir imposer des industries lourdes ou liées aux déchets ? Non il n'y a aucune clause. Bien au contraire il est conçu sur mesure pour pouvoir accueillir n'importe qu'elle type d'industrie quelque soit la nature de leurs activités. Par ailleurs la trimodalité de la plate-forme de Nesle n'intéresse pas les entreprises classiques mais bien l'industrie lourde type : CEVESO ou ICPE. Nous sommes élus et nous représentons nos habitants. Ils nous font confiances pour les protéger eux et leur cadre de vie. Que diraient-ils en nous voyant voter un tel document avec si peu d'information et de telles conséquences. Ce soir je pense à notre territoire et à nos enfants. Je me demande ce que nous sommes en train de faire. Personnellement en toute responsabilité, je ne suis pas prêt à assumer ce document.

M. LEGRAND : Je voulais revenir sur les différents échanges que l'on a pu avoir depuis quelques jours. Je n'ai pas forcément été convaincu par les uns et par les autres. J'entends Charles ce soir avec attention parce que oui les démarches ont coûté 400 000.00 € comme on l'a entendu, non je n'ai pas envie que cela se reproduise. Mais ça ne serait pas le cas. On ne repartirait pas de zéro. Il y a un travail qui a été fait. Mais il est vrai que cela coûterait plus cher qu'une simple modification. Oui cela a duré 10 ans et ce n'est pas terminé. A qui la faute ? Certainement à la gouvernance précédente qui nous laisse un héritage difficile. Frédéric évoquait beaucoup de concertation. Je ne peux pas partager cela. Pour moi cela a été sans concertation suffisante. Je ne dis pas qu'il n'y en a pas eu. Il aura fallu par exemple l'intervention de l'Etat pour que Ham bénéficie de quelques hectares de développement économique, sinon c'était zéro m2, le souhait de l'ancienne gouvernance. Que l'on ne me dise pas qu'il y a ENERGIPOLE à Eppeville, évidement c'est important, évidement cela va compter, mais il est important aussi que les collectivités maitrisent le foncier disponible pour attirer les entreprises. Des exemples sont nombreux sur Ham depuis un an avec POMLY, BITZ et d'autres entreprises qui s'implantent. Et d'autres qui cherchent du terrain que nous n'avons plus actuellement. Si dans cet arrêt n°2, Ham a obtenu effectivement, grâce à l'intervention des services de l'Etat, en grande partie satisfaction et d'ailleurs dans ses demandes qui sont modérées, j'espère qu'elles ne seront pas divisées par deux dans deux ans. Ce document ne traduit absolument pas le projet de territoire que j'imagine. Un projet de territoire qui devrait être en adéquation avec notre PLUi. Que dire aussi de la fiscalité qui devrait être également adaptée à nos efforts en matière de développement économique afin que chaque commune, chaque concitoyen puisse en profiter pleinement. Bien-sûr si on avait eu le temps, la nouvelle gouvernance qui a été mise en place il y a quelques semaines, aurait pu revoir ce document avant qu'il soit mis au vote ce soir. Pour reparler de l'organisation du développement économique et de ses implantations. On évoquait il y a quelques jours un vieux projet du Pays Hamois, l'aménagement de la seule sortie d'autoroute à Athies qui a été balayé il y a 10 ans juste après la fusion des Communautés de Communes. On pourrait aussi parler de l'aménagement des Pôles Gares qui a également été abandonné, même s'il y a des réponses techniques à cela, mais ce n'est pas que cela, il y a aussi une volonté politique qu'il n'y a pas eu. Ce ne sont que quelques exemples, je ne vais pas dresser un catalogue des demandes. Evidement il est important de vivre avec son histoire, c'est ce que je pense. La nouvelle gouvernance hérite d'une situation qui est particulièrement difficile et je crains que l'étape de ce soir, combien importante de notre territoire, n'en soit que le hors d'œuvre. Aussi, je vais faire confiance à notre président dont la tâche est d'ampleur, à

nos équipes d'élus, à nos équipes de techniciens et d'agents. D'ailleurs pour ceux qui me connaissent, savent que le jour où je n'aurai plus confiance, je ne serai plus sur ce siège. Je vais faire confiance pour engager les évolutions nécessaires qui ont été évoquées depuis quelques jours, quelques semaines, nécessaires à un territoire équilibré et harmonieux au service de tous. Aussi, je voterai en faveur de cet arrêt n°2. J'ajoute toutefois, concernant l'aménagement des zones et notamment celle de Languevosin, je serai attentif à ce qui s'y passe. Et je sais me dresser devant les projets si c'est nécessaire. Je serai à vos côtés pour défendre les intérêts de chacun. M. le Président, je vous fais confiance pour que très rapidement on engage des changements profonds dans l'intérêt de tous. On a évoqué la modification à travailler sur ce PLUi qui n'est pas encore voté, parce que je le rappelle c'est une étape, ce soir on vote un arrêt n°2, si l'on vote, ensuite il y aura l'enquête publique dans quelques mois, et puis il sera définitivement voté en début d'année, ce soir, on n'adopte pas le PLUi. Entre temps, il y aura des débats, des échanges, j'espère qu'ils seront fructueux dans l'intérêt du territoire. Je souhaite que la dynamique qui a été créée se poursuive dans la bonne ambiance et que chacun y trouve son compte. Merci.

M. DEMULE : Je voudrai remercier Eric pour ses propos à l'instant qui démontrent notre volonté commune de travailler dans l'intérêt général et comme je l'ai déjà dit, non seulement lundi soir quand il y a eu une réunion plénière d'organisée d'ailleurs à ma demande, comme je l'ai dit plusieurs fois, je m'engage solennellement à porter des modifications qui ont été demandées par de nombreux élus, parce que effectivement la copie n'est pas parfaite. Je peux le dire car ma commune est celle qui demande le plus de modifications dans ce document. Et donc pour apporter les modifications, dans un premier temps, il faut que le texte soit arrêté. Il ne s'agit pas ce soir d'une adoption mais d'un arrêt. Puisqu'il y aura derrière la consultation des personnes publiques associées, puis une enquête publique d'un mois avec un rapport d'un commissaire enquêteur, il y aura une obligation de faire une conférence des maires afin d'évoquer les sujets, les modifications, les remarques, les observations qui auront été apportées lors de l'enquête publique et lors de la consultation des PPA. Et seulement à la fin de cette procédure, il y aura un nouveau vote pour adopter ou non le PLUi en tous les cas une date butoir qui est fixée par les services de l'Etat qui a encore été évoquée lundi soir avant le 22 février 2027 puisque derrière il y aura l'obligation d'une modification simplifiée du SCOT qui sera portée par le PETR et dans laquelle de nombreux élus dont des élus de notre EPCI participeront, d'ailleurs évoqué hier après-midi en bureau. Je constate d'ailleurs que c'était notre Communauté des Communes qui était la plus nombreuse hier lors du bureau. Effectivement, cela sera beaucoup plus simple, plus rapide, moins coûteux, de modifier un PLUi arrêté. Certes non pas de repartir de zéro, puisqu'il y aura une base existante mais cela sera plus rapide, plus simple et moins coûteux de porter des modifications avec un PLUi arrêté, que de repartir dans des débats longs non pas stériles car chaque débat apporte naturellement quelque chose. Je pense que dans les propos d' Eric que je partage totalement, une nouvelle gouvernance est en place depuis 2 mois, je suis pris effectivement par cette date butoir que je n'avais pas imaginée. Mais cela ne change pas ma vision, mon ambition qui est partagée par Eric, et par une très large majorité des élus. Une ambition de prouver notre capacité maintenant à travailler ensemble pour porter notre territoire vers l'avenir et surtout dans l'intérêt général. Dans ce cadre je propose que nous puissions construire une stratégie intercommunale via un projet de territoire. Il existe chez nos voisins de la Haute Somme, effectivement on peut le regretter mais il n'existe pas sur notre territoire. Je m'engage à lancer la réflexion d'un projet de territoire sur la période 2027-2034. Pour le coup, je trouve que Eric qui est le vice-président en charge de l'harmonisation, de la mutualisation pourrait parfaitement être l'animateur au côté de Frédéric qui a la compétence Urba qui reste malgré tout le moteur principal de la stratégie. Mais ensemble, deux co-animateurs pour organiser très vite un projet de territoire dès la rentrée de septembre. Au-delà du PLUi et au-delà du projet de territoire, pour que ce soit concret, il faut que l'organisation financière corresponde. Et je suis tout à fait favorable à la mise en place d'une fiscalité professionnelle unique. Je ne doute pas que cela doit être abordé dans la politique d'harmonisation et de mutualisation qui doit être mis en place et que cela sera aussi un sujet du projet de territoire que nous devons porter tous ensemble et donc je prends

l'engagement ce soir que nous puissions porter un projet de territoire. Je vais prendre « deux secondes mes habits » du Président du PETR. Je l'ai évoqué hier en bureau et cela sera évoqué lors du prochain conseil syndical le 24 juin prochain. A partir de la rentrée, le PETR va devoir travailler à une modification simplifiée du SCOT qui doit se mettre en conformité avec le SRADDET et il y a tout une politique de concertation qui va se mettre en place. Ce sera évoqué lors du conseil syndical avec une commission ou un groupe qui va se mettre en place et ce sera plus facile, je peux me tromper, de défendre les projets, les hectares de développement éco, les hectares d'habitats sur les 41 communes de notre territoire, si elles sont plus ou moins validées ce soir via un arrêt que si l'on n'avait pas l'arrêt validé ce soir. Donc je remercie la responsabilité d' Eric, je remercie ses mots qui me touchent particulièrement. Je remercie également Frédéric qui a fait un travail colossal depuis deux mois. Je l'assume en disant qu'il a amené une nouvelle façon, une nouvelle écoute qui n'existait pas sous la mandature précédente et je n'ai pas de difficultés à le dire. J'invite les élus ce soir à faire preuve de responsabilité individuelle, de responsabilité collective et à approuver l'arrêt de projet n°2 en vous donnant rendez-vous dans 7 mois pour oui ou non approuver le PLUi puisque ce soir il s'agit bien d'adopter l'arrêt de projet n°2 du PLUi et non pas d'approuver le PLUi.

Mme ZURICH : Les grands sacrifiés sont nos 4 villages. Les promesses n'engagent que ceux qui les croient. « Vous allez faire vos petites affaires entre vous » et nous depuis le départ, on nous a dit de nous taire car c'est comme ça et pas autrement. On a donc compris qu'il ne fallait pas compter sur la COM de COM. Les habitants ne peuvent pas compter sur vous. On va avoir une usine SEVESO, deux ICPE mais ce n'est pas grave ce n'est pas chez vous. Je suis désolée mais je suis en colère. Je n'ai jamais vu M. LECOMTE venir à la mairie de Languevoisin. Je n'ai jamais entendu une oreille compatissante. On me dit toujours taisez-vous c'est comme ça et quoique vous fassiez vous l'aurez. On a compris.

M. DE WITASSE THEZY : Je voulais juste rajouter un petit mot pour les emplois. Car on nous parle toujours des emplois. Il faut savoir que les gens qui vont travailler chez VALAME, ils seront en combinaisons intégrales, masques à gaz et travailleront dans des pièces pressurisées.

Mme ZURICH : C'est une usine pilote en plus. Avec une population qui va être testée pour voir si elle n'est pas contaminée. Mais ça fait partie du PLUi.

M. DEMULE : Le projet FERTIGHY et le projet VALAME n'ont aucun rapport avec le PLUi. PLUi ou non, ce projet aura lieu ou n'aura pas lieu, mais aucun rapport avec le PLUi. Pour preuve, le projet VALAME a un permis de construire qui a été établi, il sera mis en cause via les recours, c'est la procédure normale. Mais aujourd'hui il n'y a pas de PLUi sommes toutes il y a eu un permis de construire qui a été déposé.

Mme ZURICH : « Avec la cerise sur la gâteau », c'est que les gens qui habitent au plus près, il s'agit d'une usine pilote, ils ont fait des tests sur une tonne, maintenant ce sera 15 000 tonnes. Mais on va quand même tester les habitants proches pour savoir s'ils sont contaminés. Et s'ils le sont on fera quoi ? Les gens se posent des questions.

M. DEMULE : Les questions sont légitimes. Les réunions que nous organisons, les comités de pilotage organisés par M. le Préfet sont là pour aborder les sujets. D'ailleurs vous étiez présents comme Charles,

comme Olivier, comme Justine. La dernière fois, des questions ont été évoquées. Effectivement, il n'y a pas encore des réponses à tous les sujets. Mais il y a des échanges. Maintenant je ne répondrai qu'aux questions et je ne donnerai la parole que si on parle du PLUi qui est le sujet de ce soir.

Mme ZURICH : Et le TRACE qui décale ? Vous n'en parlez pas ?

M. DEMULE : La législation est en constante évolution.

Mme ZURICH : Justement, ça va bouger d'ici un mois.

M. DEMULE : En avez-vous la certitude ?

Mme ZURICH : Oui.

M. DEMULE : Moi je ne l'ai pas je ne connais pas le vote des 577 députés à l'avance.

Mme ZURICH : ça a déjà été voté au sénat.

M. DEMULE : Vous savez, j'ai été collaborateur parlementaire, je peux vous dire des sujets évoqués au Sénat, qui ne passent pas ensuite à l'Assemblée et qui ne sont pas adoptés à la fin, il y en a des multitudes « à la pelle ». Je vous propose de passer au vote ?

Mme SLOWINSKI : Je voulais savoir si on vote à bulletin secret ?

M. DEMULE : Le vote à bulletin secret peut être accepté si 1/3 des présents sont favorables.

M.SLOWINSKI : Je souhaiterai voter à bulletin secret, pour faire baisser la tension, et que chacun puisse voter en son âme et conscience sans qu'il y ait de regards sur eux.

M. DEMULE : Pas de souci.

M. DE WITASSE THEZY : Par rapport au copil que tu as évoqué. La Communauté de Communes était très fortement représentée, vous étiez 6 ou 7, pas un seul a eu la moindre interrogation, ni remarque au sujet de FERTHIGY. J'ai trouvé ça vraiment très regrettable.

M. DEMULE : Je ne répondrai pas puisque ça n'a pas rapport avec le PLUi. Somme toute, moi j'assume d'être favorable à FERTIGHY. J'ai des interrogations et je les évoque à M. le Préfet, au service de l'Etat et à la DDTM directement.

Mme ZURICH : Mais vous avez des pressions politiques tout le monde le sait de toute façon.

M. DEMULE : Je n'ai aucune pression Mme ZURICH.

Qui est favorable au vote à bulletin secret ? Je vous invite à lever la main pour que l'on puisse prendre note pour le mettre au Procès-Verbal :

M. Christophe ZOIS

Mme Françoise RAGUENEAU

M. Florian SLOSARCZYK

M. Eric SLOSARCZYK

Mme Fanny TOTET

Mme Stéphanie COULON

Mme Corinne POLLARD

M. Michel MARTIN

M. Laurent MERCUSOT

Mme Anne CLEMENT

M. Jean-Pierre DELVILLE

Mme Sylvie POULAIN

Mme Justine POLIN

M. Julien GOUBRON

M. Benoit DUBREUCQ

Mme Cécile SCHWEITZER

Mme Carine DESSAINT

Mme Claudette LARUE-VELON

Mme Luciane DELEFORTRIE

M. François LALOI

M. Olivier CARPENTIER

M. Charles DE WITASSE THEZY

M. Eric LEFEBVRE

Avec 23 favorables au vote, il en fallait 17 donc le vote se fera à bulletin secret.

Il est rappelé qu'en application de l'article L.103-6 du code de l'urbanisme doit être tiré le bilan de la concertation dont a fait l'objet l'élaboration du projet de PLUi et, qu'en application de l'article L.153-14 du même code, ledit document doit être arrêté par délibération du conseil communautaire et communiqué pour avis aux personnes mentionnées aux articles L.153-16, L.153-17 et L.153-18 du code de l'urbanisme.

Monsieur le président rappelle les objectifs de l'élaboration du PLUi figurant sur la délibération 2018-139 :

- *« la maîtrise de l'urbanisation, de l'étalement urbain pour une gestion économe de l'espace (qu'il soit destiné à l'habitat, à l'accueil de populations nouvelles, à l'économie...) afin de ne pas entraver le développement de l'activité agricole locale:*
- *le maintien et le développement du tissu économique local (industries, commerces, agriculture, tourisme...);*
- *l'adaptation des équipements aux besoins de la population (services, mobilité...);*
- *la préservation de la qualité du cadre de vie (habitat, environnement, déplacements doux, préservation du patrimoine naturel et bâti...) notamment dans le cadre de la revitalisation du centre bourg de Ham;*
- *tous ces enjeux devront être abordés en prenant en compte la construction du Canal Seine Nord Europe qui traversera le territoire du nord au sud.*
- *le nouveau projet de territoire, que définiront les élus, permettra de répondre et décliner les objectifs des lois Grenelle I et II, de la loi ALUR et de l'article L.101-2 du code de l'urbanisme et notamment déterminer les conditions permettant de maîtriser l'urbanisation, favoriser un développement territorial équilibré, valoriser et préserver les ressources naturelles et paysagère propres à la communauté de communes, prendre en compte les enjeux liés au développement durable. »*

Monsieur le président rappelle également les modalités de concertation :

« Le projet de PLUi revêt un enjeu fort en termes de concertation, car il touche au plus près les intérêts des habitants et de tous les acteurs de l'aménagement du territoire. Ainsi, au-delà de la concertation avec les partenaires institutionnels, une démarche de concertation avec les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées sera mise en place tout au long de l'étude, jusqu'à l'arrêt du projet.

- *Conformément aux dispositions de l'article L.103-2 du code de l'urbanisme, les modalités de la concertation sont définies comme suit*
- *Affichage de la délibération de prescription du PLUi pendant au moins 1 mois et affichage d'informations relatives au PLUi au siège de la communauté de communes et dans toutes les mairies de la communauté de communes,*

- *Publication au moins 1 fois par an d'une information sur l'avancement de la procédure dans le bulletin d'information intercommunal et dans des bulletins d'information communaux, et sur le site internet de la communauté de communes,*
- *Mise à disposition dans chaque mairie et au siège de la communauté de communes d'un registre papier destiné à recevoir les observations de toute personne intéressée aux jours et heures habituels d'ouverture,*
- *Possibilité de formuler des observations, questions, contributions par courrier ou par courriel adressé à la CCES*
- *Organisation de 2 réunions publiques (une pour la présentation du PADD et une avant l'arrêt du projet de PLU) »*

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 à R153-7,

Vu la délibération 2018-139 en date du 13/09/2018 prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi), définissant les objectifs poursuivis et fixant les modalités de concertation,
Considérant le débat au sein du conseil communautaire en date du 12 janvier 2023 sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable, conformément à l'article L.153-12 du code de l'urbanisme,

Vu le bilan de la concertation préalable joint à la présente délibération,

Vu le présent projet de PLUi et notamment le rapport de présentation, le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation, le règlement et ses documents graphiques associés, les annexes ainsi que l'évaluation environnementale et son résumé non technique,

Vu la délibération n°2024-100 du conseil communautaire en date du 4 juillet 2024 tirant le bilan de concertation et arrêtant le projet de PLUi initial,

Vu les avis émis par les communes membres de la communauté de communes de l'Est de la Somme tels qu'ils sont intégrés au rapport de synthèse annexé à la présente délibération,

Vu les avis émis par les personnes publiques et consultées tels qu'ils sont intégrés au rapport de synthèse annexé à la présente délibération,

Vu la délibération du 06 juin 2025 n°2025-06,

Vu la Plénière du 08 juin 2026,

Considérant qu'à la suite du renouvellement des conseils municipaux de mars 2026, des réunions d'information et d'échanges ont été organisées avec les nouveaux maires des communes membres afin de leur présenter l'état d'avancement de l'élaboration du PLUi, ses orientations générales ainsi que les principaux choix retenus,

Considérant que la réunion plénière du 08 juin 2026 réunissant l'ensemble des élus communautaires a été organisée préalablement au vote du 2nd arrêt de projet de PLUi afin de présenter le contenu du document, d'informer les communes sur les principales dispositions envisagées et de permettre un temps d'échanges sur les observations formulées,

Considérant que le projet de PLUi arrêté le 4 juillet 2024 a fait l'objet d'une consultation obligatoire pour avis des communes membres et des personnes publiques associées,

Considérant que la présente délibération a pour objet d'arrêter une seconde fois le projet du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Communauté de commune de l'Est de la Somme,

Considérant que l'article L.153-15 du code de l'urbanisme prévoit une seconde délibération d'arrêt du projet du PLUi dès lors qu'une commune membre a pu émettre un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation ou sur les dispositions du règlement qui la concerne directement.

Considérant que ce même article dispose que : « *Lorsque le projet de plan local d'urbanisme est modifié pour tenir compte de cet avis et que la commune consultée sur cette modification émet un avis favorable ou n'émet pas d'avis dans un délai de deux mois, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale arrête le projet modifié à la majorité des suffrages exprimés. Dans tous les autres cas, le projet de plan local d'urbanisme est arrêté à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.* »

Considérant que le présent projet de PLUi est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques associées à son élaboration et aux organismes qui ont demandé à être consultés,

Considérant qu'en application de l'article L103-6 du code de l'urbanisme, il doit être tiré le bilan de la concertation,

Considérant que la concertation préalable à l'arrêt du projet s'est déroulée dans des conditions compatibles avec les exigences légales,

Considérant qu'à la suite du vote du 2nd arrêt de projet rejeté, certaines demandes formulées par les communes membres n'ont pu être intégrées au présent projet arrêté, notamment au regard des arbitrages nécessaires à ce stade de la procédure,

Considérant que l'approbation du PLUi pourra, le cas échéant, être suivie de procédures d'évolution du document afin d'en assurer l'adaptation aux besoins du territoire et sa compatibilité avec les orientations du ScoT,

Considérant qu'à l'issue de l'approbation du PLUi, les demandes formulées par les communes membres pourront être réexaminées dans le cadre des procédures d'évolution prévues par le code de l'urbanisme, en concertation avec les communes concernées et dans le respect des orientations du SCoT ainsi que de l'intérêt communautaire.

Le Conseil Communautaire,

Après avoir délibéré, par 48 voix pour, 12 voix contre,

Article 1 : arrête le bilan de la concertation conformément à l'article L103-6 du code de l'urbanisme et considère ce bilan comme favorable.
Article 2 : arrête le nouveau le projet de plan local d'urbanisme intercommunal de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme tel qu'il est annexé à la présente délibération conformément à l'article L.153-14 du code de l'urbanisme.
Article 3 : précise que la présente délibération et le rapport de synthèse annexé seront notifiés aux 41 communes membres,

Article 4 : ajoute que le projet du PLUi arrêté sera notifié pour avis conformément aux articles L.153-16 à L.153-17 :

- aux personnes publiques associées,
- À la commission départementale de la consommation des espaces naturels agricoles et forestiers (CDPENAF),
- Aux 41 communes membres de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme,
- Aux communes limitrophes et établissements publics de coopération intercommunale qui ont demandé à être consultés sur le projet.

Article 4 : informer que les personnes publiques mentionnées aux articles L.132-12 et L.132-13 pourront en prendre connaissance si elles le demandent.

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 18 juin 2026

2026-99
CANAL SEINE NORD EUROPE
ADHESION A L'ASSOCIATION ALLIANCE SEINE ESCAUT 2026

L'alliance Seine Escaut est une association, fondée en octobre 2020, anciennement connue sous l'appellation Association Seine Nord Europe, qui rassemble les acteurs (élus et décideurs territoriaux, acteurs consulaires, organisations portuaires, entreprises) engagés de la réalisation du Canal Seine Nord Europe ayant un intérêt au développement du transport fluvial le long du futur Canal Seine Nord Europe.

Cette association permet à la collectivité d'alimenter ses réflexions sur les axes suivants :

- *Développer en Europe le transport fluvial, mode de transport plus écologique,*
- *Renforcer la compétitivité des productions agricoles et industrielles grâce à un coût de transport réduit,*
- *Améliorer l'attractivité des territoires desservis et favoriser la création d'emplois,*
- *Créer de nouvelles activités industrielles bord à canal, au sein des ports intérieurs situés sur la liaison et sur les futures plateformes logistiques de Noyon, Nesle, Péronne et Marquion-Cambrai,*
- *Augmenter le potentiel des ports maritimes par de nouveaux débouchés de navigation,*
- *Réduire l'impact environnemental du transport de marchandises.*

C'est à ce titre que la Communauté de Communes de l'Est de la Somme a été conviée lors de réunions afin d'aborder ces thématiques, qui sont pleinement pertinentes pour le devenir et le développement du territoire.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la compétence Développement économique de la collectivité,

Vu l'avis favorable de la commission Développement Economique du 28 mai 2026,

Vu la proposition d'adhésion à l'alliance Seine Escaut pour l'année 2026,

Considérant l'intérêt communautaire que présente l'adhésion à cette association afin d'accompagner le développement du Canal Seine Nord Europe sur le territoire de la Communauté de l'Est de la Somme,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré par 56 voix pour, 1 voix contre (M. CHRETIEN Gabriel) 3 abstentions (M. ZOIS Christophe, Mme POLIN Justine, M. DEMULE Frédéric)

Article 1 : approuve l'adhésion à l'association ALLIANCE SEINE ESCAUT pour l'année 2026 en contrepartie d'une cotisation d'un montant de 1 000 €,

Article 2 : autorise le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 18 juin 2026

2026-100
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
PROGRAMME D'AIDE AUX ASSOCIATIONS OEUVRANT POUR LA FORMATION ET L'INSERTION DES JEUNES SUR LE TERRITOIRE
SUBVENTION ANNUELLE A L'ASSOCIATION ECOLE FLAMME

Dans le cadre de sa compétence Développement économique, la Communauté de Communes de l'Est de la Somme contribue depuis de nombreuses années à l'émergence de projets relevant de l'Economie Sociale et Solidaire, de la formation et de l'insertion.

Dans ce cadre, depuis 2020, la collectivité soutient le projet de création de l'association Ecole Flamme, Ecole de Production Est-Somme - Aisne, qui a pour but non seulement de former des jeunes à la chaudronnerie (métier en tension sur le territoire) mais aussi de permettre aux entreprises locales de recruter à l'issue de ladite formation.

L'association a pour objet de rendre les métiers de la chaudronnerie et de la soudure accessibles à tous à travers d'une formation de deux ans, sanctionnée par un CAP RICS (réalisations industrielles en chaudronnerie et soudure), puis d'une première année de Bac Pro dans le même domaine, afin de favoriser l'intégration professionnelle des jeunes dans ce secteur en pleine mutation et expansion, surtout à l'aube du lancement du chantier du CSNE.

Afin de poursuivre ces actions de formation, de sensibilisation aux métiers et d'insertion professionnelle, il apparaissait logique de poursuivre ce soutien. L'association étant créée et l'ouverture de l'école ayant eu lieu en octobre 2023.

Vu le Code Général des collectivités territoriales, notamment son article L 1511-7,

Vu la compétence développement économique de la collectivité,

Vu l'adoption par la Région Hauts-de-France en Séance Plénière le 8 décembre 2022 de son Schéma Régional de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) pour la période 2022-2028,

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°2023-178,

Vu la convention de 2023 signée entre la communauté de communes de l'Est de la Somme et l'association Ecole Flamme accordant une subvention de 15 000€ à l'Ecole Flamme échelonnée à 5 000€/ an pendant 3 ans (période 2024-2026).

Vu l'avis favorable de la Commission Développement Economique du 28 mai 2026,

Etant donné les actions par l'association pour les jeunes et les entreprises du territoire, et leur rayonnement sur le Territoire d'Industries,

Le Conseil Communautaire,
Après en avoir délibéré à l'unanimité,

Article 1 : autorise le Président à procéder au financement des actions de l'Ecole Flamme pour un montant de 5 000€ et qui s'inscrit dans le cadre de la convention signée en 2023 valable pour une durée de 3 ans.
Article 2 : prend toutes les mesures pour l'exécution de ladite convention,

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 18 juin 2026

2026-101
ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE POUR LA PARTICIPATION À LA FINALE NATIONALE DU CHAMPIONNAT DE FRANCE D'ÉCHECS

Mme POLIN : Je vais préciser que je n'attends pas une réponse ce soir. Il y a 18 mois, 2 ans on a voté pour que Matt aille à la finale des championnats du monde souvenez-vous, pour un montant de 150.00€. Je voulais juste savoir si les services pouvaient revenir vers moi pour être sûr étant donné que derrière il n'y avait pas eu de vote du budget, que ce soit bien allé au bout. Merci.

M. DEMULE : j'invite M. DELGADO à prendre note et d'apporter une réponse sous 48 heures.

L'équipe d'échecs de l'Institution Notre-Dame de Ham, composée de dix élèves issus du territoire, s'est qualifiée pour la Finale Nationale du Championnat de France d'Échecs, après avoir remporté les phases académiques.

Cette finale se déroulera du 12 au 14 juin 2026 à Bischheim, en Alsace, et permettra aux élèves de représenter la ville de Ham ainsi que le territoire de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme au niveau national. Cette participation constitue une première pour l'établissement et permettra aux élèves de se mesurer aux meilleures équipes nationales de leur catégorie.

Par courrier en date du 3 avril 2026, les élèves ont sollicité le soutien financier de la Communauté de Communes afin de permettre la réalisation de ce projet sportif, éducatif et collectif. Le coût prévisionnel initial du déplacement avait été évalué à 1 729,20 €, comprenant le transport, le séjour et les tee-shirts. Des précisions complémentaires ont été apportées par l'établissement sur l'évolution de l'organisation et du plan de financement. Il a notamment été indiqué qu'un troisième parent accompagnateur serait mobilisé afin d'assurer la présence d'un adulte dans chaque logement du camping, cette organisation ayant pour effet d'augmenter les frais d'hébergement. Le budget prévisionnel actualisé au 19 mai 2026 s'élève désormais à 2 630 € en dépenses et en recettes.

L'objectif principal de la demande demeure de couvrir les frais liés à l'encadrement bénévole et de limiter la participation financière des familles, afin de rendre ce déplacement accessible à l'ensemble des élèves qualifiés.

Compte tenu de l'intérêt de cette participation pour le rayonnement du territoire, de la valorisation de la jeunesse locale et de la pratique sportive et intellectuelle des échecs, il est proposé d'attribuer une subvention exceptionnelle d'un montant de 300 €.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la demande de soutien formulée par les élèves de l'équipe d'échecs de l'Institution Notre-Dame de Ham en date du 3 avril 2026 ;

Vu le budget prévisionnel annexé à la demande, faisant état d'un coût total estimé à 2 630€ ;

Considérant que la participation de l'équipe d'échecs de l'Institution Notre-Dame de Ham à la Finale Nationale du Championnat de France d'Échecs constitue un projet valorisant pour le territoire communautaire ;

Considérant que les élèves qualifiés sont issus de différentes communes du territoire de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme ;

Considérant que ce déplacement contribue au rayonnement du territoire, à la promotion de la jeunesse locale et au développement de la pratique des échecs ;

Considérant que la Communauté de Communes souhaite accompagner cette initiative par l'attribution d'une subvention exceptionnelle ;

Le conseil communautaire,

Après en avoir délibéré, par 58 voix pour, 1 abstention (M. GRIMAUX Patrice), 1 n'a pas pris part au vote (M. DE WITASSE THEZY Charles),

Article 1 : approuve l'attribution d'une subvention exceptionnelle d'un montant de **300 €** au profit de l'Institution Notre-Dame de Ham, destinée à soutenir la participation de l'équipe d'échecs à la Finale Nationale du Championnat de France d'Échecs organisée du 12 au 14 juin 2026 à Bischheim.

Article 2 : autorise Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 18 juin 2026

2026-102
TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES 2024 ET 2025 REMBOURSEMENT EXCEPTIONNEL POUR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA HAUTE SOMME

En application de l'article 1521 du code général des impôts, les locaux à usage industriel ou commercial peuvent, dans les conditions prévues par la réglementation, être exonérés de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères lorsqu'ils n'utilisent pas le service public d'enlèvement des ordures ménagères.

Le site de l'aérodrome de Monchy-Lagache, relevant de la Communauté de Communes de la Haute Somme, fait l'objet d'une collecte assurée par les services de cette dernière. À ce titre, la Communauté de Communes de l'Est de la Somme a accordé une exonération de TEOM pour ce site, par délibérations n° 2023-188 pour l'année 2024 et n° 2024-155 pour l'année 2025.

Malgré ces exonérations, les avis d'imposition transmis par la Communauté de Communes de la Haute Somme font apparaître une cotisation de TEOM de 174 € au titre de l'année 2024 et de 177 € au titre de l'année 2025.

Par délibération n° 2026-39 du 26 février 2026, le Conseil communautaire a approuvé le remboursement de la TEOM 2025 pour un montant de 174 €. Après rapprochement avec l'avis d'imposition correspondant, il convient de retenir le montant effectivement appelé au titre de l'année 2025, soit 177 €.

Il convient donc, d'une part, de procéder au remboursement de la TEOM indûment acquittée au titre de l'année 2024, et d'autre part, de rectifier le montant du remboursement approuvé pour l'année 2025 afin de le faire correspondre à la cotisation figurant sur l'avis d'imposition.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général des impôts, notamment ses articles 1521 et 1639 A bis ;

Vu la délibération n° 2023-188 accordant l'exonération de TEOM pour le site de l'aérodrome de Monchy-Lagache au titre de l'année 2024 ;

Vu la délibération n° 2024-155 du 26 septembre 2024 accordant l'exonération de TEOM pour le même site au titre de l'année 2025 ;

Vu la délibération n° 2026-39 du 26 février 2026 approuvant le remboursement de la TEOM 2025 pour un montant de 174 € ;

Vu la demande de remboursement formulée par la Communauté de Communes de la Haute Somme, accompagnée des avis d'imposition 2024 et 2025 ;

Considérant que le site de l'aérodrome de Monchy-Lagache n'utilise pas le service d'enlèvement des ordures ménagères de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme ;

Considérant que les avis d'imposition produits par la Communauté de Communes de la Haute Somme font apparaître une cotisation de TEOM de 174 € pour l'année 2024 et de 177 € pour l'année 2025 ;
Considérant que le montant de remboursement approuvé pour l'année 2025 par délibération n° 2026-39 doit être ajusté afin de correspondre au montant effectivement appelé sur l'avis d'imposition ;

Considérant qu'il convient de régulariser la situation en procédant au remboursement des sommes acquittées au titre des années 2024 et 2025 ;

Le Conseil Communautaire,
Après en avoir délibéré à l'unanimité,

. **approuve** le remboursement exceptionnel de la TEOM acquittée par la Communauté de Communes de la Haute Somme pour le site de l'aérodrome de Monchy-Lagache ;

. **dit** que ce remboursement s'établit comme suit :

CC HAUTE SOMME	***MONTANT***	***TOTAL (TTC)***
TEOM 2024	174 €	174 €
TEOM 2025	177 €	177 €

. **rectifie** en conséquence le montant du remboursement de la TEOM 2025 approuvé par la délibération n° 2026-39 du 26 février 2026, en le portant de 174 € à 177 € ;

. **autorise** le Président à procéder au mandatement des sommes correspondantes au profit de la Communauté de Communes de la Haute Somme ;

. **autorise** le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 18 juin 2026

2026-103
EXONERATION EXCEPTIONNELLE DU LOYER 2026

MARPA DE MATIGNY

M. ZIENTEK : Ont-ils payé le loyer de 2025 complet ou pas ?

Mme RAGUENEAU : Non.

M. DEMULE : Non parce qu'il y avait déjà eu une exonération partielle, de moitié. Il y avait une délibération qui a été prise l'année dernière.

Mme RAGUENEAU : Tous les ans, il y a une exonération des loyers. Il est vrai que les loyers sont passés en peu d'année de 30 000.00 € à quasiment 90 000.00 € du fait de l'augmentation des taux d'intérêts qui sont exponentiels.

M. ZIENTEK : Le bâtiment appartient à la CCES ? Et c'est la CCES qui a fait un emprunt avec un taux variable ?

Mme RAGUENEAU : Oui, il y a eu deux emprunts, un pour le foncier et un pour la structure.

M. DEMULE : Oui les emprunts ne sont pas récents. 2010-2012. Françoise travaille d'arrache-pied sur ce sujet. Elle rencontre prochainement la MSA.

La Communauté de Communes de l'Est de la Somme est propriétaire des locaux accueillant la MARPA de Matigny, structure d'accueil non médicalisée destinée aux personnes âgées autonomes ou en perte légère d'autonomie.

Cet équipement contribue au maintien d'une offre de proximité en faveur des personnes âgées du territoire, à la prévention de l'isolement, au maintien du lien social et à l'accompagnement du vieillissement en milieu rural.

La situation financière de la MARPA de Matigny apparaît aujourd'hui particulièrement préoccupante. Les éléments transmis font état d'un déficit de 42 578,75 € au titre de l'exercice 2025, lequel aurait atteint 63 454,40 € en l'absence de produit exceptionnel. Après affectation du résultat, la situation nette ressort à – 94 413,73 € au 31 décembre 2025.

La structure connaît également une tension importante de trésorerie. Les éléments communiqués indiquent que le règlement du solde du loyer 2025, ainsi que le paiement du loyer 2026 dans les conditions actuelles, seraient de nature à placer la MARPA dans une situation financière très critique.

Cette situation résulte de la combinaison de plusieurs facteurs : une baisse du taux d'occupation, passé de 93,94 % en 2024 à 84,09 % en 2025, une augmentation des charges de fonctionnement, notamment des charges de personnel, et le poids du loyer dû à la Communauté de Communes, lui-même lié à des emprunts PLS à taux variable.

Il convient toutefois de relever que la Communauté de Communes accompagne déjà la structure depuis plusieurs années, le loyer étant réduit de moitié depuis 2018 afin de permettre le maintien de l'activité. Par ailleurs, des efforts de gestion ont été engagés par la MARPA afin de contenir ses charges et d'optimiser son fonctionnement.

Compte tenu de l'intérêt général qui s'attache au maintien de cette structure sur le territoire, et afin de permettre à la MARPA de Matigny de stabiliser sa situation financière, il est proposé d'accorder, à titre exceptionnel, une exonération du loyer dû au titre de l'année 2026.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-9 ;

Vu la convention d'occupation liant la Communauté de Communes de l'Est de la Somme à la MARPA de Matigny ;

Vu les éléments financiers transmis concernant la situation de la MARPA de Matigny ;

Considérant que la MARPA de Matigny assure une mission d'intérêt local en matière d'accueil et d'accompagnement des personnes âgées ;

Considérant que le maintien de cette structure participe à l'équilibre de l'offre de services de proximité sur le territoire communautaire ;

Considérant que les éléments financiers transmis font état d'une situation fortement dégradée, caractérisée par un déficit d'exploitation, une situation nette négative et une tension importante de trésorerie ;

Considérant que le paiement du loyer 2026 dans les conditions actuelles serait de nature à aggraver significativement cette situation ;

Considérant que la MARPA de Matigny a engagé des efforts de gestion et d'optimisation de ses charges ;

Considérant qu'il convient, à titre exceptionnel et strictement limité à l'exercice 2026, d'accorder une exonération du loyer dû au titre de l'année 2026 afin de permettre à la structure de consolider sa situation financière et de préserver la continuité de son activité ;

Considérant que cette mesure ne remet pas en cause les autres obligations contractuelles de la MARPA de Matigny ;

Le conseil communautaire,

Après en avoir délibéré, par 47 voix pour, 13 abstentions (MM. ZIENTEK Sébastien, WATBOT Claude, CARPENTIER Olivier, DOUTART Julien, Mmes SCHWEITZER Cécile, SLOWINSKI Corinne, M. LEFEBVRE Eric, Mme ZURICH Christine, MM. LEDENT Philippe, MERCUSOT Laurent, BELLARD Joël, SCHIETTECATTE Benoît, JOLY Vincent),

. **APPROUVE** l'octroi, à titre exceptionnel, d'une exonération du loyer dû par la MARPA de Matigny au titre de l'année 2026 ;

. **DIT** que cette mesure porte exclusivement sur le loyer exigible entre le 1er janvier 2026 et le 31 décembre 2026 ;

. **DIT** que le montant correspondant à cette exonération exceptionnelle est évalué à **89 044,99 €** ;

. **PRÉCISE** que cette mesure ne constitue ni une remise générale de dette, ni une modification pérenne des conditions financières d'occupation des locaux ;

. **APPROUVE** la conclusion d'un avenant au bail ou à la convention d'occupation afin de formaliser cette exonération exceptionnelle du loyer 2026 ;

. **AUTORISE** le Président à signer ledit avenant ainsi que tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 18 juin 2026

2026-104
CENTRE SOCIAL INTERCOMMUNAL DE L'EST DE LA SOMME
ATTRIBUTION DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2026

M. ZIENTEK : Je voulais revenir sur la MARPA. L'emprunt se termine quand ?

M. SCHIETTECATTE : Ils sont de 2011-2012, il y a un emprunt sur 50 ans et l'autre sur 40 ans.

M. ZIENTEK : 50 ans à taux variable ?

M. SCHIETTCATTE : Ce n'était pas nous. 1 200 000.00 € emprunté sur 1 500 000.00 € de coût de bâtiment.

M. ZIENTEK : C'était qui à cette période ?

M. DEMULE : On ne va peut-être pas citer le nom de cette personne, mais en tous les cas il n'est pas dans la salle.

M. SCHIETTECATTE : On a essayé de les renégocier l'année dernière, mais ce n'est tout simplement pas possible.

Par délibération n°2023-157, le conseil communautaire a approuvé la convention pluriannuelle d'objectifs, de moyens et de partenariat liant la Communauté de Communes de l'Est de la Somme et l'association de gestion du Centre Social Intercommunal de l'Est de la Somme.

Cette convention encadre les relations entre la Communauté de Communes et l'association, ainsi que les engagements réciproques des parties dans le cadre de l'animation de la vie sociale sur le territoire communautaire.

Au titre de l'année 2026, il est proposé d'attribuer à l'association une subvention de fonctionnement destinée à soutenir la mise en œuvre de son projet social et le développement de ses actions sur l'ensemble du territoire intercommunal.

Cette subvention tient compte des rapports financiers 2025 établis par l'expert-comptable et validés par le commissaire aux comptes, ainsi que de la nécessité pour l'association de disposer d'un fonds de roulement adapté, compte tenu de sa création récente et de la dynamique engagée pour structurer et développer son action à l'échelle intercommunale.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.1611-4,

Vu la délibération n°2023-157 approuvant la convention pluriannuelle d'objectifs, de moyens et de partenariat entre la Communauté de Communes de l'Est de la Somme et l'association de gestion du Centre Social Intercommunal de l'Est de la Somme ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs, de moyens et de partenariat conclue avec l'association de gestion du Centre Social Intercommunal de l'Est de la Somme ;

Vu les rapports financiers 2025 établis par l'expert-comptable et validés par le commissaire aux comptes ;

Vu les crédits inscrits au budget primitif 2026, chapitre 65 ;

Considérant que l'association de gestion du Centre Social Intercommunal de l'Est de la Somme concourt à l'animation de la vie sociale et au développement d'actions de proximité sur le territoire communautaire ;

Considérant que la Communauté de Communes de l'Est de la Somme souhaite poursuivre son soutien au fonctionnement du Centre Social Intercommunal de l'Est de la Somme pour l'année 2026 ;

Considérant que le montant de la subvention proposée est conforme aux orientations définies dans la convention pluriannuelle d'objectifs, de moyens et de partenariat ;

Considérant que l'association doit disposer d'un fonds de roulement suffisant afin de garantir la continuité de son activité et le déploiement de son projet social sur l'ensemble du territoire intercommunal ;

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré, par 56 voix pour, 3 abstentions (Mme ZURICH Christine, MM. BELLARD Joël, JOLY Vincent), 1 n'a pas pris part au vote (Mme TOTET Fanny),

. accorde la subvention suivante, dont les crédits sont prévus au chapitre 65 :

ASSOCIATION	MONTANT DE LA SUBVENTION ACCORDEE
Centre Social Est Somme – (CSIES) Animation de la vie sociale	245 733 €

.autorise le Président à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
Le 18 juin 2026

2026-105
CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE AVEC SNCF RESEAU – PARCELLE ZC153 A NESLE

M. DUBREUCQ : Juste une petite remarque, nous rappeler à leur bon souvenir sur le projet gare, où ils tardent toujours à nous répondre et quand ils ont besoin de nous ils sont là du jour au lendemain.

M. DEMULE : Je ne peux qu'approuver à 1 000 %.

M. WISSOCQ : J'ai bien reçu le message. Ce sont des sociétés importantes, donc je ne suis pas certain que la personne que l'on rencontre pour les travaux canal soit la personne qui s'occupe des réseaux SNCF. Mais j'ai bien compris le massage et on essaiera de trouver cette personne.

La Communauté de Communes de l'Est de la Somme est propriétaire de la parcelle cadastrée section ZC n°153, située sur la commune de Nesle, entre les entreprises SPURGIN et MAGNIER.

Dans le cadre des travaux préparatoires aux rétablissements ferroviaires liés au projet du Canal Seine-Nord Europe, SNCF Réseau souhaiterait bénéficier d'un accès à cette parcelle. Initialement, l'emprise prévue se situait au nord de la parcelle ZC 153, néanmoins, un accès supplémentaire est sollicité.

En effet, à la suite de la cessation d'activité de la société MAGNIER, les conditions d'accès actuelles à la zone de chantier se sont complexifiées et ne permettent plus d'assurer une desserte optimale du site. Afin de garantir la continuité et la bonne exécution des travaux, SNCF Réseau a sollicité la mise à disposition d'une emprise complémentaire située en dehors du périmètre initialement prévu.

Cet accès permettra la réalisation d'un chemin d'accès provisoire dans le prolongement de la voirie existante, le long du grillage de l'entreprise SPURGIN. Cet aménagement a pour seul objet de faciliter l'accès aux installations de chantier pendant la durée des travaux.

La surface totale d'occupation prévue dans la convention s'élève donc à 3 971 m².

Il est donc proposé au Conseil communautaire d'autoriser le Président à signer la convention d'occupation temporaire correspondante ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu le projet de convention d'occupation temporaire (annexé à la délibération) établi entre la Communauté de Communes de l'Est de la Somme, SNCF Réseau et l'exploitant agricole de la parcelle concernée ;

Vu le projet du Canal Seine-Nord Europe et les travaux préparatoires aux rétablissements ferroviaires associés ;

Vu l'avis de la commission Développement économique en date 28/05/2026,

Vu l'arrêté Préfectoral du 02 juin 2025 portant autorisation d'occuper temporairement des propriétés privées pour y procéder des opérations rendues nécessaires par l'exécution du projet du Canal Seine-Nord Europe,

Considérant que SNCF Réseau doit réaliser des travaux préparatoires aux rétablissements ferroviaires liés au projet du Canal Seine-Nord Europe et qu'à ce titre elle sollicite l'occupation temporaire d'une partie de la parcelle cadastrée section ZC n°153, située lieu-dit « Route de Ham » à Nesle, propriété de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme,

Considérant que cette occupation temporaire permettra notamment : la réalisation d'une piste d'accès au chantier ; l'installation d'une base-vie et d'une zone de tri ; l'aménagement d'un parking de chantier ; le stockage de matériaux et de terres végétales,

Considérant que l'emprise concernée représente environ 3 971 m² sur la parcelle ZC 153,

Considérant que la convention est consentie pour la période allant du 15 juin 2026 au 30 juin 2030 inclus, avec possibilité de prorogation par avenant si les besoins du chantier le justifient,

Considérant que conformément à l'arrêté préfectoral du 02 juin 2025, la convention est conclue à titre gratuit pour la Communauté de Communes, en sa qualité de propriétaire, les indemnisations prévues étant versées à l'exploitant agricole concerné,

Considérant que SNCF Réseau s'engage à remettre les terrains en état à l'issue de l'occupation temporaire et qu'un état des lieux d'entrée et de sortie sera réalisé contradictoirement.

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré, par 59 voix pour, 1 n'a pas pris part au vote (M. MERCUSOT Laurent),

Article 1 : approuve les termes de la convention d'occupation temporaire à conclure entre la Communauté de Communes de l'Est de la Somme, SNCF Réseau et l'exploitant agricole concerné, portant sur une emprise de 3 971 m² de la parcelle cadastrée section ZC n°153 située à Nesle.

Article 2 : autorise SNCF Réseau à occuper temporairement cette emprise pour les besoins des travaux préparatoires aux rétablissements ferroviaires liés au projet du Canal Seine-Nord Europe.

Article 3 : autorise Monsieur le Président à signer ladite convention ainsi que tout avenant n'ayant pas pour effet d'en modifier substantiellement l'économie générale.

M. DEMULE : Je vous informe que le prochain Conseil Communautaire aura lieu le jeudi 17 septembre à 18h ici même. Pour celles et ceux qui souhaitent profiter : il y a demain et dimanche le festival de musique sur la commune de POTTE. Il y a dimanche la fête communale à Croix-Moligneaux. Il y a également le spectacle des YOKIS samedi soir à 20h00 et dimanche à 15h00. La fête d'ATHIES également et de la jeunesse à HAM.

Séance levée à 20 heures

Le secrétaire de séance,
Françoise RAGUENEAU

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'EST DE LA SOMME
80400 EPPEVILLE

Le Président,
Frédéric DEMULE


COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DE L'EST DE LA SOMME
80400
EPPEVILLE